REPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité – Travail - Progrès



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Direction Générale de l'Economie et des Réformes

Direction de l'Analyse Economique, de la Prévision et de la Modélisation

Note de conjoncture

Quarante-deuxième Edition

Conjoncture Economique à fin Mai 2026

Ce document est un produit du Ministère de l'Economie et des Finances (ME/F).

Il a été préparé sous la supervision de :

Monsieur Dogari Bassirou, Directeur Général de l'Economie et des Réformes (DGE/R) ;

Par une équipe composée de :

Madame Falalou Fatimata Ousseini, Directrice Générale Adjointe de l'Economie et des Réformes (DGA/ER) ;

Monsieur Hassane Sadi, Directeur par intérim de l'Analyse Economique, de la Prévision et de la Modélisation (DAEP) ;

Monsieur Mahaman Laouali Mahaman, Chef de la Division des Synthèses Conjoncturelles à la DAEP ;

Monsieur Sani Mouza, Chef de la Division des Etudes et Analyses Economiques à la DAEP ;

Monsieur Sitou Balarabé Mahaman, Chef de la Division de la Prévision et de la Modélisation Macroéconomique à la DAEP ;

Monsieur Hadi Malam Yaou, Cadre à la Division des Synthèses Conjoncturelles à la DAEP ;

Monsieur Issa Moustapha, Cadre à la Division des Etudes et Analyses Economiques à la DAEP.

Juillet 2026

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX ..... **iii**

LISTE DES GRAPHIQUES ..... **iii**

SIGLES ET ABREVIATIONS ..... **iv**

MOT DU MINISTRE ..... **v**

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE **1**

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, RÉGIONAL ET SOUS REGIONAL **3**

1.1. Evolution de l'activité économique 3

1.2. Inflation 6

1.3. Evolution des cours des principales matières premières 7

II. CONJONCTURE ÉCONOMIQUE NATIONALE **10**

2.1. Evolution récente de l'activité économique 10

2.1.1 Inflation 12

2.1.2 Indice des Prix des Matériaux de Construction (IPMC) 13

2.1.4 Echanges extérieurs 14

2.1.5. Situation monétaire 16

2.2. Opinions des entreprises sur l'activité économique au 1er trimestre 2026 17

2.3. Opinions des ménages sur la conjoncture au 1er trimestre 2026 19

2.3.1. Opinions des ménages selon le genre au 1er trimestre 2026 22

2.4. Analyse des écarts entre les réalisations et les prévisions des opinions des chefs d'entreprises au 1er trimestre 2026 23

III. PERSPECTIVES AU COURS DU 2ème TRIMESTRE 2026 ..... **25**

3.1. Perspectives des prix des matières premières 25

3.2. Vues par les entreprises 25

3.3. Vues par les ménages 26

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES **28**

ANNEXES **29**

Annexe 1. Glossaire **30**

Annexe 2. Brève présentation de la Méthodologie des Enquêtes d'Opinions de la Direction Générale de l'Economie et des Réformes **32**

LISTE DES TABLEAUX

Tableau N°1: Evolution de la croissance économique dans le monde 6
Tableau N°2: Inflation par groupe des pays 7
Tableau N°3: Orientation géographique des échanges extérieurs du Niger au 4ème trimestre 2025 16

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique N°1*: Evolution des cours du pétrole* 8
Graphique N°2*: Evolution des cours de l'or* 9
Graphique N°3*: Evolution des cours de l'uranium* 10
Graphique N°4 : Evolution de la production du pétrole (en milliers de baril) 11
Graphique N°5 : Evolution de la production d'uranium (en tonnes) 11
Graphique N°6 : Evolution de la production du ciment (en tonnes) 12
Graphique N°7: Evolution de l'IHPC et de l'indice de la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » 12
Graphique N°8: Evolution de l'IPMC et de l'indice de la fonction « liants hydrauliques ». 13
Graphique N°9: Evolution des principaux agrégats des finances publiques (en milliards) 14
Graphique N°10: Evolution des composantes de la balance commerciale du Niger (en milliards) 15
Graphique N°11: Evolution des agrégats monétaires (en milliards) 17
Graphique N°12: Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises 18
Graphique N°13: Variation des effectifs des employés des entreprises interrogées 18
Graphique N°14: Evolution de la production des entreprises du secteur moderne 19
Graphique N°15: Evolution des stocks des entreprises 19
Graphique N°16: Evolution des investissements des entreprises 19
Graphique N° 18 : Évolution du solde relatif à la perception des ménages sur leur niveau de vie (pp) 20
Graphique N° 19 : Évolution du solde correspondant à la perception des ménages sur le prix à la consommation (pp) 20
Graphique N° 20 : Évolution du solde d'opinions associé à la perception sur la situation financière passée du foyer (pp) 21
Graphique N° 21: Évolution du solde d'opinions lié à la perception sur la capacité actuelle d'épargne du foyer (pp) 21
Graphique N° 22 : Évolution du solde d'opinions associé à la perception sur la capacité actuelle des ménages à réaliser des investissements (pp) 22
Graphique N° 23 : Évolution des soldes correspondants au niveau de vie, à l'évolution des prix à la consommation, à la capacité d'épargne et à la capacité d'investir selon le genre entre le 4ème 2025 et le 1er trimestre 2026 (en pp) 23
Graphique N° 23: Evolution des réalisation et prévisions en (%) 24
Graphique N°25: Évolution du solde d'opinions relatif à la perception des conditions de vie de ménages 26
Graphique N°26: Evolution du solde d'opinions associé à la situation financière future des ménages 26
Graphique N°27: Evolution du solde d'opinions lié à la perception sur la capacité future d'épargne des ménages 27

SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	Actifs Extérieurs Nets
AES	Alliance des Etats du Sahel
ASS	Afrique Subsaharienne
Bbl	Baril
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BM	Banque Mondiale
CME/B	Cadrage Macro-Economique et Budgétaire
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNPC/NP	China National Petroleum Company/Niger Pétrolium
DAEP	Direction de l'Analyse Economique, de la Prévision et de la Modélisation
DGD	Direction Générale des Douanes
DGE/R	Direction Générale de l'Economie et des Réformes
DGI	Direction Générale des Impôts
DGT/CP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
IA	Intelligence Artificielle
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INS	Institut National de la Statistique
IPMC	Indice des Prix des Matériaux de Construction
ME/F	Ministère de l'Economie et des Finances
OBBBA	One Big Beautiful Bill Act
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole
PEF	Programme Economique et Financier
PEM	Perspectives de l'Economie Mondiale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
Pp	Point (s) de pourcentage
PRR	Programme de la Refondation de la République
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
$US	Dollar américain

MOT DU MINISTRE

La Note de conjoncture est une publication trimestrielle du Ministère de l'Economie et des Finances (ME/F). Elle a pour objectif de fournir aux décideurs et aux agents économiques des informations sur l'évolution récente de l'économie nationale et internationale, ainsi que leurs perspectives à court terme.

La présente édition fournit des informations sur l'évolution de l'activité économique, au niveau international, régional, sous régional et national, au cours du premier (1er) trimestre 2026 et à fin mai 2026 selon leur disponibilité. Elle présente également l'analyse des opinions des responsables d'entreprises et des chefs de ménage sur la situation économique nationale au cours du trimestre sous revue et les perspectives du deuxième (2ème) trimestre de l'année 2026.

A l'occasion de cette quarante deuxième (42ème) édition, je voudrais réitérer mes sincères remerciements à l'endroit des entreprises, des ménages, des ministères et des institutions pour leurs précieuses contributions dans le cadre du dispositif de suivi de la conjoncture économique, ainsi que pour la compréhension et la collaboration dont ils font constamment preuve lors de la collecte des données.

Je voudrais, enfin, saisir cette occasion pour vous souhaiter une agréable lecture et vous inviter à nous faire part de vos éventuelles suggestions en vue d'améliorer davantage la qualité et de renforcer l'utilité de nos prochaines éditions.

Le Ministre de l'Economie et des Finances



MAMAN LAOUALI ABDOU RAFA

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE[1]

Au 1er trimestre 2026, l'environnement économique international a été marqué par une dégradation des perspectives mondiales en raison principalement du conflit au Moyen-Orient, des perturbations des marchés énergétiques et de la montée des tensions géopolitiques. Dans ce contexte, **la croissance économique mondiale** est projetée à **3,1% en 2026**, contre **3,4% en 2025**, avant de se stabiliser à **3,2% en 2027**.

Parallèlement, les tensions géopolitiques ont provoqué une remontée de **l'inflation mondiale** qui atteindrait **4,4% en 2026**, contre **4,1% en 2025**, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie, du transport et de certaines matières premières.

Les marchés internationaux des matières premières ont également été fortement influencés par cette situation. Ainsi, au 1er trimestre 2026, les cours du pétrole, de l'or et de l'uranium ont respectivement enregistré une hausse de **22,0% ;** de **17,5%** et de **12,2%** par rapport au précédent trimestre.

Au niveau national, l'activité économique demeure dynamique. Le taux de croissance du PIB est estimé à **6,9% en 2025** et devrait atteindre **7,0% en 2026**, selon les prévisions convenues avec le FMI en juin 2026. Cette performance est soutenue par le dynamisme du secteur secondaire, notamment les exportations pétrolières, ainsi que par la bonne tenue des services et les perspectives favorables du secteur agricole. **Ainsi,** au premier trimestre 2026, **316,8 milliards des** recettes totales ont été mobilisées, soit un taux de réalisation de **21,8 %** des prévisions annuelles de la loi des finances initiale (LFI) et 390**,6 milliards** des dépenses totales et prêts nets exécutés correspondant à un taux d'exécution de **18,3%**. L'exécution budgétaire s'est soldée par un déficit global base engagement de **73,8 milliards**, accompagné d'un apurement d'arriérés de **73,3 milliards**.

Au niveau des échanges extérieurs, la situation s'est nettement améliorée. Le Niger a enregistré un excédent commercial de **85,1 milliards** au 1er trimestre 2026, en lien avec la progression de **32,8%** des exportations et la diminution de **18,7%** des importations.

En ligne avec l'évolution de la sphère réelle de l'économie nationale**, la situation monétaire** s'est également renforcée imputable à la hausse de 13,3% des actifs extérieurs nets et le rebond de 2,6% de la masse monétaire malgré le repli de 1,3% des créances intérieures.

Cette croissance vigoureuse s'est accompagnée d'une évolution modérée des prix à la consommation. Ainsi, la variation de l'indice des prix à la consommation (IHPC) s'est

[1] Sauf indication contraire :
-les montants sont exprimés en Franc de la Communauté Financière Africaine (FCFA),
-nous retenons un chiffre après la virgule lorsqu'il y a lieu et les nombres sont arrondis au dixième supérieur quand le deuxième chiffre après la virgule est supérieur ou égal à 5 et au dixième inférieur quand le deuxième chiffre après la virgule est inférieur à 5.

établie à -1,5% au premier trimestre 2026 en hausse de 3 pp par rapport au 4ème trimestre 2025. Dans le même ordre, l'indice des prix des matériaux de construction (IPMC) poursuit sa tendance haussière en lien avec la hausse de la peinture et des liants hydrauliques. Cette hausse des prix à la consommation a été corroboré par les chefs de ménage interviewés en avril 2026. En effet, la proportion des chefs de ménage ayant ressenti une baisse de leur pouvoir d'achat a augmenté par rapport du trimestre précédent, aboutissant à une dégradation des conditions de vie de la majorité des chefs de ménage interviewés. Par ailleurs, les chefs d'entreprise interrogés ont exprimé un ralentissement de leurs activités.

En termes des perspectives, les cours mondiaux des différents matières premières (pétrole, or, uranium) se réaffirmeraient avec la poursuite des différents conflits géopolitiques.

Au niveau national, les chefs d'entreprises et les chefs de ménage interviewés espèrent une amélioration de la conjoncture économique, notamment le climat des affaires et les conditions de vie.

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, RÉGIONAL ET SOUS REGIONAL

1.1. Evolution de l'activité économique

Au 1er trimestre 2026, l'économie mondiale ralentit sous l'effet des tensions au Moyen-Orient

Au 1er trimestre 2026, les **Perspectives Economiques Mondiales** (**PEM**) se sont sensiblement dégradées, dans un contexte marqué par le déclenchement du conflit au Moyen-Orient à la fin du mois de février 2026, les perturbations des marchés énergétiques mondiaux et la montée des tensions géopolitiques. Selon les PEM du FMI publiées en avril 2026, la fermeture partielle du détroit d'Ormuz et les risques pesant sur les infrastructures énergétiques constituent désormais les principaux facteurs d'incertitude pour l'économie mondiale.

Dans ce contexte, par rapport aux PEM de janvier 2026, la croissance mondiale devrait ressortir à 3,1% (-0,2pp) en 2026 puis à 3,2% (+0,0pp) en 2027, après une progression estimée à 3,3% en 2025. Cette révision à la baisse du taux de croissance en 2026 traduirait principalement **les effets du choc énergétique et le durcissement des conditions financières internationales, ainsi que le regain des tensions géopolitiques.** Toutefois, l'économie mondiale devrait continuer de bénéficier du **maintien des investissements technologiques,** notamment dans **l'intelligence artificielle,** et de **la résilience relative de la demande intérieure dans plusieurs grandes économies, ainsi que de conditions financières demeurant globalement accommodantes dans certaines régions**.

Aussi, il convient de noter que les risques entourant ces perspectives restent inchangés concernent notamment : ***(i) l'aggravation du conflit au Moyen-Orient ; (ii) la persistance des perturbations des chaînes d'approvisionnement énergétiques ; (iii) le durcissement des conditions financières mondiales ; (iv) la volatilité accrue des marchés financiers ; (v) les tensions commerciales persistantes ; (vi) les niveaux élevés d'endettement public et (vii) les effets du changement climatique.***

Par ailleurs, cette croissance économique mondiale masque d'importantes disparités entre les **pays et les régions** du monde.

Dans les économies avancées, la croissance demeurerait positive mais modérée, soutenue principalement par la consommation intérieure, la stabilisation progressive des marchés financiers et certaines mesures budgétaires ciblées. Toutefois, la dynamique resterait contrainte par la faiblesse de la demande extérieure, les effets retardés du resserrement monétaire observé entre 2022 et 2024 ainsi que les tensions géopolitiques persistantes.

Ainsi, **la croissance des économies avancées**, estimée à 1,9% en 2025, ressortirait à 1,8% (+0,0pp) en 2026, puis à 1,7% (+0,0pp) en 2027. Dans l'ensemble, l'impact du conflit au Moyen-Orient sur ces économies resterait relativement modéré. Cette

relative résilience tiendrait notamment aux gains liés aux termes de l'échange aux États-Unis et à la dynamique de croissance plus soutenue au Japon, ainsi que les mesures de soutien mises en œuvre par les gouvernements.

En revanche, les effets négatifs seraient plus prononcés dans certaines économies importatrices nettes d'énergie dans ce groupe de pays, notamment dans la zone euro et au Royaume-Uni. Dans ces conditions, il serait observé les évolutions suivantes par pays et zone de ce groupe. Ainsi :

Aux États-Unis, soutenue par la politique budgétaire et les effets retardés des baisses de taux directeurs en 2025, ainsi que la vigueur des investissements technologiques, la croissance atteindrait 2,3% (-0,1 pp) en 2026, après 2,1% en 2025, avant de ralentir à 2,1% (+0,1 pp) en 2027. Par ailleurs, la hausse des barrières commerciales depuis avril 2025 continuerait de peser sur l'activité économique. La révision de 0,1 pp refléterait un léger impact négatif du conflit au Moyen Orient. Quant à l'évolution de 2027, elle dénoterait de la mise en œuvre des incitations fiscales, notamment en faveur de l'investissement des entreprises dans le cadre de la loi « ***One Big Beautiful Bill Act » (OBBBA).***

Dans la Zone euro, la croissance économique devrait ralentir à 1,1% (-0,2 pp) en 2026 après 1,4% en 2025, avant une légère amélioration à 1,2% (-0,2 pp) en 2027. Cette révision baissière est imputable aux conséquences négatives du conflit au Moyen-Orient, notamment la hausse persistante des prix de l'énergie et les difficultés du secteur manufacturier, ainsi que l'appréciation réelle de l'euro face aux monnaies de pays concurrents exportateurs.

Au Japon, la croissance passerait de 1,2% en 2025 à 0,7% (+0,0 pp) en 2026 puis 0,6% (+0,0 pp) en 2027. Cette stabilité s'expliquerait principalement par le plan de relance budgétaire annoncé par le nouveau gouvernement, la vigueur de la demande intérieure et les mesures publiques destinées à limiter l'impact de la hausse des prix de l'énergie.

Au Royaume-Uni, les effets du conflit au Moyen-Orient et le ralentissement du rythme d'assouplissement monétaire entraîneraient une révision à la baisse de la croissance, qui passerait de 1,3% en 2025 à 0,8% (-0,5 pp) en 2026. Ensuite, la croissance remonterait à 1,3% (-0,2 pp) en 2027, mais demeurerait inférieure aux niveaux anticipés avant le conflit, en raison des effets persistants de la hausse des prix de l'énergie.

Dans les économies émergentes et en développement, la croissance devrait ralentir à 3,9% (-0,3 pp) en 2026, après un taux estimé à 4,4% en 2025, avant de rebondir à 4,2% (+0,1 pp) en 2027. L'impact du conflit au Moyen-Orient varierait fortement selon les pays, en fonction de leur proximité géographique, de leur dépendance énergétique et des flux financiers et transferts de fonds, ainsi que de leur exposition aux échanges commerciaux. Ainsi, dans l'ensemble, les effets négatifs

seraient plus importants que dans le groupe des économies avancées, réduisant la croissance de 2026 par rapport aux prévisions d'avant conflit.

En Chine, la croissance prévue pour 2026 a été révisée à la baisse de 0,1 pp par rapport à janvier 2026, pour s'établir à 4,4%. Cette révision s'expliquerait principalement par les effets négatifs du conflit au Moyen-Orient, compensés partiellement par ceux liés à la réduction des droits de douane par les États-Unis et les mesures de relance mises en œuvre par les autorités chinoises. Toutefois, cette croissance devrait ralentir à 4,0% (+0,0 pp) en 2027, sous l'effet de plusieurs contraintes structurelles (ralentissement prolongé du secteur immobilier et des gains de productivité, déclin de la population active et baisse des rendements de l'investissement).

En Inde, l'activité économique progresserait de 6,5% (+0,1 pp) en 2026, après une révision haussière de 1,0 pp portant le taux de croissance à 7,6% en 2025, pour s'afficher ensuite à 6,5% (+0,1 pp) en 2027. Cette légère révision à la hausse refléterait les effets retardés de la forte croissance de 2025 et la baisse des droits de douane américains, ramenés de 50% à 10%, ainsi que ceux d'autres facteurs compensant largement les effets négatifs du conflit au Moyen-Orient.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait demeurer relativement stable à 4,3% (-0,3 pp) en 2026, après 4,4% en 2025. Elle est ensuite projetée à 4,4% (-0,2 pp) en 2027. Cette révision baissière est imputable aux comportements des économies nigériane et sud-africaine. La stabilité par rapport à 2025, masque toutefois d'importantes disparités entre pays, certaines économies, notamment les pays importateurs nets de pétrole, peu dotés en ressources naturelles, étant particulièrement affectées par le conflit au Moyen-Orient. Néanmoins, plusieurs grandes économies du continent continueraient de bénéficier des efforts de stabilisation macroéconomique et des réformes engagées ces dernières années.

Au Nigeria, la croissance resterait soutenue à 4,1% (-0,3 pp) en 2026, portée par l'amélioration de la stabilité macroéconomique et les gains liés à la hausse des termes de l'échange. Toutefois, la révision baissière reflèterait la hausse des coûts des biens importés et du transport, qui continuerait de peser négativement sur l'activité économique. La croissance devrait ensuite s'accélérer à 4,3% (+0,2 pp) en 2027, à mesure que ces contraintes s'atténuent.

En Afrique du Sud, sur fond des perturbations liées au conflit au Moyen-Orient, la croissance devrait ralentir pour s'établir à 1,0% (-0,4 pp) en 2026. L'économie devrait ensuite rebondir en 2027, avec une croissance de 1,3% (-0,2 pp), soutenue par la reprise progressive des investissements privés liée aux réformes structurelles.

Dans la zone UEMOA, selon le Rapport sur la Politique Monétaire de la BCEAO de mars 2026, l'activité économique est demeurée soutenue avec une croissance estimée à 6,7% en 2025. Les prévisions tablent sur une progression du PIB réel de 6,4% (+0,0 pp) en 2026 puis 6,3% (+0,0 pp) en 2027, portée notamment par les

activités extractives et agricoles, les investissements publics et la résilience de la demande intérieure. Toutefois, ces perspectives économiques restent tributaires de l'évolution de la conjoncture internationale et de la situation socio-politique et sécuritaire dans l'Union, ainsi que des effets du changement climatique.

Tableau N°1: Evolution de la croissance économique dans le monde

Groupes/Pays	PEM (édition de janvier 2026)			PEM (édition d'avril 2026)		
	2025 (est.)	2026 (proj.)	2027 (proj.)	2025 (est.)	2026 (proj.)	2027 (proj.)
Monde	**3,3**	**3,3**	**3,2**	**3,4**	**3,1**	**3,2**
Pays avancés	**1,7**	**1,8**	**1,7**	**1,9**	**1,8**	**1,7**
États-Unis	*2,1*	*2,4*	*2*	*2,1*	*2,3*	*2,1*
Zone euro	*1,4*	*1,3*	*1,4*	*1,4*	*1,1*	*1,2*
Allemagne	*0,2*	*1,1*	*1,5*	*0,2*	*0,8*	*1,2*
France	*0,8*	*1,0*	*1,2*	*0,9*	*0,9*	*0,9*
Japon	*1,1*	*0,7*	*0,6*	*1,2*	*0,7*	*0,6*
Royaume-Uni	*1,4*	*1,3*	*1,5*	*1,3*	*0,8*	*1,3*
Pays émergents et en développement	**4,4**	**4,2**	**4,1**	**4,4**	**3,9**	**4,2**
Chine	*5,0*	*4,5*	*4,0*	*5,0*	*4,4*	*4,0*
Inde	*7,3*	*6,4*	*6,4*	*7,6*	*6,5*	*6,5*
Afrique subsaharienne	**4,4**	**4,6**	**4,6**	**4,5**	**4,3**	**4,4**
Nigeria	*4,2*	*4,4*	*4,1*	*4,0*	*4,1*	*4,3*
Afrique du Sud	*1,3*	*1,4*	*1,5*	*1,1*	*1,0*	*1,3*
UEMOA	**6,7**	**6,4**	**6,3**	**6,7**	**6,4**	**6,3**

Source *: Rapport sur les PEM du FMI (janvier et avril 2026) et Rapport sur la Politique Monétaire dans l'UEMOA (décembre 2025 et mars 2026).*

1.2. Inflation

Une remontée temporaire de l'inflation mondiale au 1er trimestre 2026, sous l'effet des tensions énergétiques et géopolitiques

Selon les PEM du FMI d'avril 2026, l'inflation mondiale connaîtrait une remontée temporaire sous l'effet du choc énergétique lié au conflit au Moyen-Orient et aux perturbations subséquentes des marchés des hydrocarbures.

Ainsi, l'inflation globale mondiale atteindrait 4,4% (+0,7 pp) en 2026, avant de ralentir à 3,7% (+0,0 pp) en 2027, contre 4,1% en 2025. Cette évolution refléterait principalement la hausse attendue des prix de l'énergie, l'augmentation des coûts du transport et de la logistique et les tensions persistantes sur certaines chaînes d'approvisionnement, ainsi que les effets indirects du renchérissement des produits alimentaires et des engrais.

Toutefois, les dynamiques inflationnistes demeurent très différenciées selon les pays en fonction notamment de la persistance de l'inflation des services, généralement plus liée aux facteurs domestiques et de l'importance croissante des facteurs spécifiques à chaque économie dans l'évolution des prix.

Dans ces conditions, dans le groupe **des pays avancés**, l'inflation devrait marquer une rupture baissière, passant de 2,5% en 2025 à 2,8% (+0,6 pp) en 2026 puis 2,2% (+0,1 pp) en 2027, en raison de la hausse relative des prix alimentaires et de celle des prix de l'énergie.

Dans le groupe des **pays émergents et ceux en développement**, l'inflation s'afficherait plus élevée suivant la même tendance haussière que dans les économies avancées, passant de 5,2% en 2025 à 5,5% (+0,8 pp) en 2026 puis 4,6% (+0,1 pp) en 2027. Cette orientation s'expliquerait également par la hausse des prix des produits alimentaires, celle des engrais et de l'énergie.

Dans **l'UEMOA**, selon le Rapport sur la Politique Monétaire de la BCEAO de mars 2026, l'inflation en glissement annuel est ressortie à -0,8% au 4ème trimestre 2025 après -1,4% le trimestre précédent, principalement en raison du recul des prix des produits alimentaires et de l'amélioration de l'offre vivrière. En moyenne annuelle, l'inflation dans l'Union devrait progressivement revenir dans la cible de la BCEAO, pour s'établir à 1,4% (+0,0 pp) en 2026 et à 2,1% (+0,0 pp) en 2027.

Tableau N°2: Inflation par groupe des pays

Groupes des pays	*PEM (édition de janvier 2026)*			*PEM (édition d'avril 2026)*		
	2025 (est.)	*2026 (proj.)*	*2027 (proj.)*	*2025 (est.)*	*2026 (proj.)*	*2027 (proj.)*
Monde	4,1	3,8	3,4	4,1	4,4	3,7
Pays avancés	2,5	2,2	2,1	2,5	2,8	2,2
Pays émergents et en développement	5,3	4,7	4,5	5,2	5,5	4,6
UEMOA	0,0	1,4	2,1	0,0	1,4	2,1

***Source** : Rapport sur les PEM du FMI (janvier et avril 2026) et Rapport sur la Politique Monétaire dans l'UEMOA (décembre 2025 et mars 2026).*

1.3. Evolution des cours des principales matières premières

Au 1er trimestre 2026, les cours du pétrole, de l'or et de l'uranium sont tous orientés à la hausse à cause principalement des tensions géopolitiques

A fin mai 2026, les marchés internationaux des matières premières demeurent marqués par un environnement de ***forte incertitude lié aux tensions géopolitiques, aux ajustements de l'offre énergétique mondiale et aux anticipations de politique monétaire dans les principales économies.***

- **Cours du pétrole**

Sur une base mensuelle, les cours du pétrole se sont établis à **100,43 US$/bbl en mai 2026 contre 103,91 US$/bbl en avril 2026**, soit **un repli mensuel de 3,3%.** Cette baisse intervient après la forte hausse observée entre février et avril 2026 **(+18,7%),** en lien avec ***les tensions géopolitiques et les craintes sur l'approvisionnement mondial.***

Toutefois, **sur une base trimestrielle**, **au 1er trimestre 2026,** le pétrole a enregistré une **hausse moyenne de 22,0%,** passant de **62,09 US$/bbl au 4ème trimestre 2025 à 75,75 US$/bbl**. Cette progression est attribuable à **la remontée des prix observée dès janvier 2026 et qui s'est amplifiée avec la guerre au Moyen-Orient.**

En glissement annuel, **mai 2026 par rapport à mai 2025**, les cours du pétrole affichent une **forte hausse de 60,0%.** Cette évolution s'expliquerait par ***les tensions sur plusieurs marchés stratégiques et le renforcement de la demande mondiale pour les matières premières énergétiques.***

Graphique N°1*: Evolution des cours du pétrole*



***Source** : ME/F/DGE/R/DAEP/M à partir des données Banque mondiale/FMI*

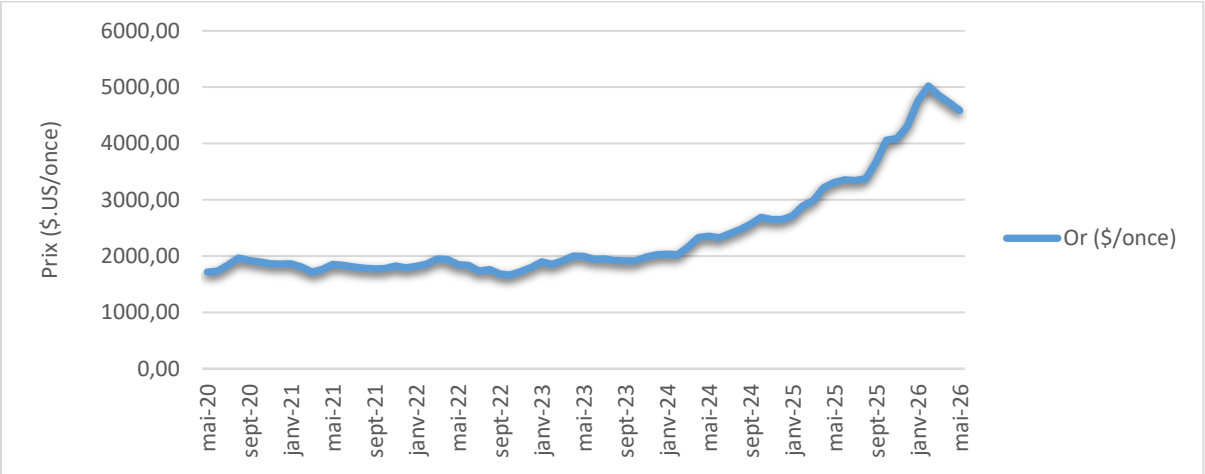
- **Cours de l'Or**

A fin mai 2026, en moyennes mensuelles, les cours de l'or ont reculé de **2,8% en mai 2026** pour s'établir à **4 587,21 US$/once contre 4 721,42 US$/once en avril.** Cette évolution refléterait **une légère détente de la demande d'actifs refuges après les pics observés.**

Cette baisse semble contraster avec ce qu'arborent les données en moyennes trimestrielles. En effet, suivant ces données, **les cours de l'or se sont établis à 4876,09 US$/once au 1er trimestre 2026 contre 4151,58 US$/once au trimestre précédent**, soit **une hausse de 17,5 %, soutenue par la demande mondiale d'actifs refuges et les achats des banques centrales.**

En glissement annuel, **mai 2026 par rapport à mai 2025**, les cours de l'or augmentent de 38,6%. Cette progression traduit **la persistance de tensions géopolitiques et les incertitudes inhérentes qui renforcent de la demande mondiale pour le métal jaune.**

Graphique N°2: *Evolution des cours de l'or*



Source *: ME/F/DGE/R/DAEP/M à partir des données Banque mondiale/FMI*

- **Cours de l'Uranium**

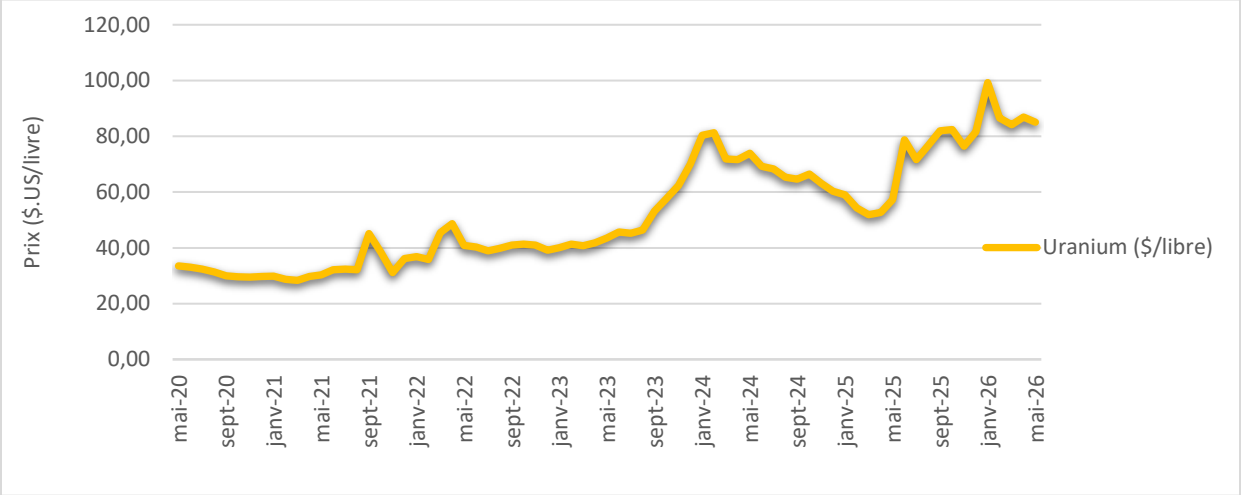
A fin mai 2026, l'analyse de données mensuelles montre que **les prix de l'uranium se sont situés à 85,05 US$/livre en mai contre 86,85 US$/livre en avril, soit une baisse mensuelle de 2,1%,** tout en demeurant à des niveaux historiquement élevés.

Par contre, **sur une base trimestrielle**, l'uranium a enregistré une progression de 12,2% au 1er trimestre 2026, son prix moyen passant de 80,17 US$/livre au 4ème trimestre 2025 à 89,98 US$/livre au cours du trimestre sous revue.

La dynamique du marché de l'uranium reste, toutefois, influencée par **les tensions géopolitiques internationales et les préoccupations liées à la sécurité énergétique**, notamment en Europe à la suite du conflit en Ukraine.

En glissement annuel, mai 2026 comparé à mai 2025, **les prix de l'uranium progressent de 18,4%.** Cette évolution dénoterait **du renforcement de la demande mondiale pour les matières premières énergétiques, en général, dans un contexte caractérisé par l'exacerbation des difficultés d'approvisionnement liées aux conflits au Moyen-Orient.**

Graphique N°3: *Evolution des cours de l'uranium*



Source *: ME/F/DGE/R/DAEP/M à partir des données Banque mondiale/FMI*

II. CONJONCTURE ÉCONOMIQUE NATIONALE

2.1. Evolution récente de l'activité économique

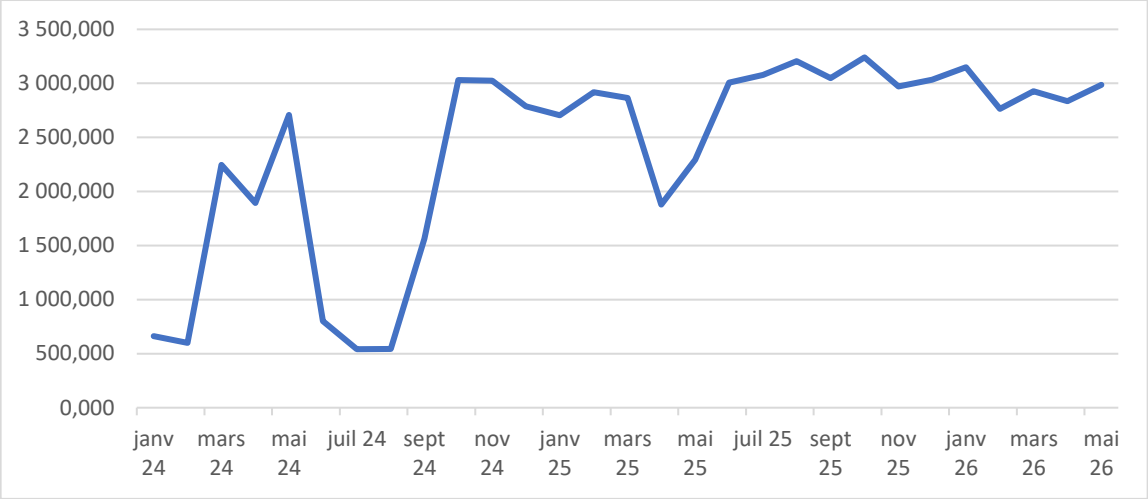
L'activité économique nationale demeure dynamique au 1er trimestre 2026, malgré une conjoncture internationale contrastée. En effet, le taux de croissance du PIB en 2026 est estimé à 7,0[2]% après 6,9[3]% en 2025. Cette performance serait en lien avec le dynamisme du secteur secondaire dans son ensemble et la bonne tenue de la campagne agricole.

L'analyse trimestrielle de la production des produits extractifs d'exportations et industrielle indique une baisse combinée de la production du pétrole brut et de la production de l'uranium et du ciment.

Comme au trimestre précédent, la production du pétrole brut a connu une baisse au cours du 1er trimestre 2026. En effet, cette production est passée de 9 246 227 barils au 4ème trimestre 2025 à 8 876 600 barils au 1er trimestre 2026, soit une diminution de 4,0%. Cette diminution en lien avec le problème de maintenance au niveau de certains puits.

[2] Estimation de mai dans le cadre de la 9ème revue du PEF
[3] Estimation de l'INS compte rapide avril 2026

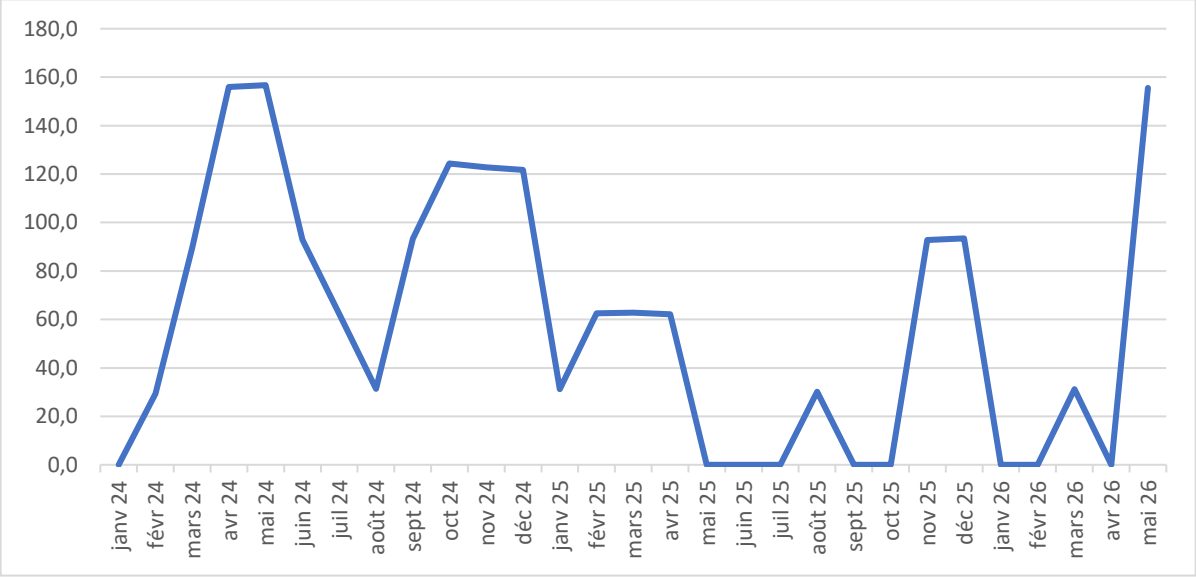
Graphique N°4 : Evolution de la production du pétrole (en milliers de baril)



Source *: DGE/R, à partir des données du Ministère du Pétrole*

De même, la production de l'uranium a enregistré 31,2 tonnes au 1er trimestre 2026 contre 186,3 tonnes au 4ème trimestre 2025, soit un repli de 83,3%. Ce repli de production est attribuable aux contraintes logistiques sur le corridor d'importation des intrants.

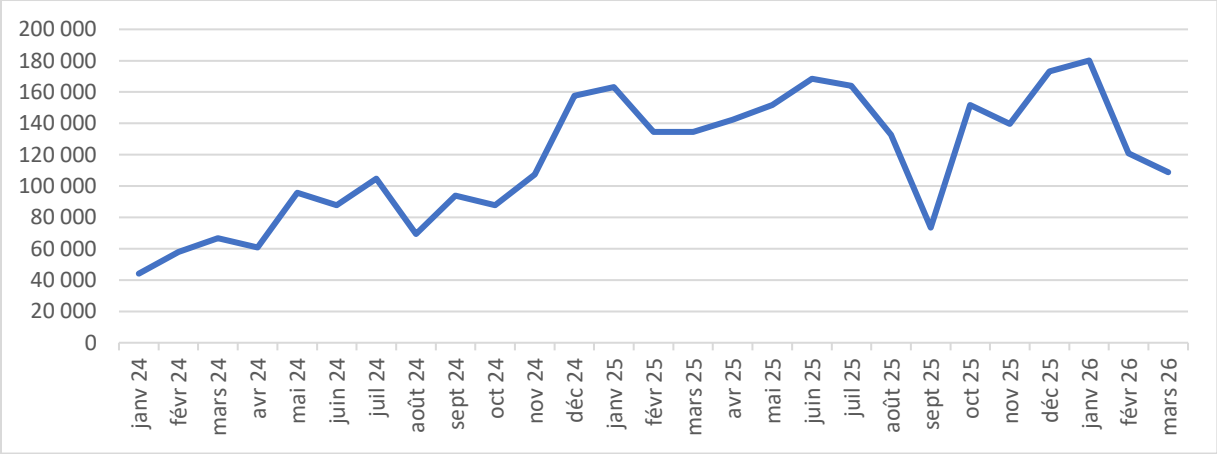
Graphique N°5 : Evolution de la production d'uranium (en tonnes)



Source *: DGE/R, à partir des données du Ministère des Mines*

Dans le même ordre, la production du ciment a baissé de 11,8% en passant de 464 611 tonnes au 4ème trimestre 2025 à 409 735 tonnes au 1er trimestre 2026. Cette évolution est attribuable à un repli de la production au niveau des usines.

Graphique N°6 : Evolution de la production du ciment (en tonnes)



Source *: DGE/R, à partir des données des sociétés*

2.1.1 Inflation

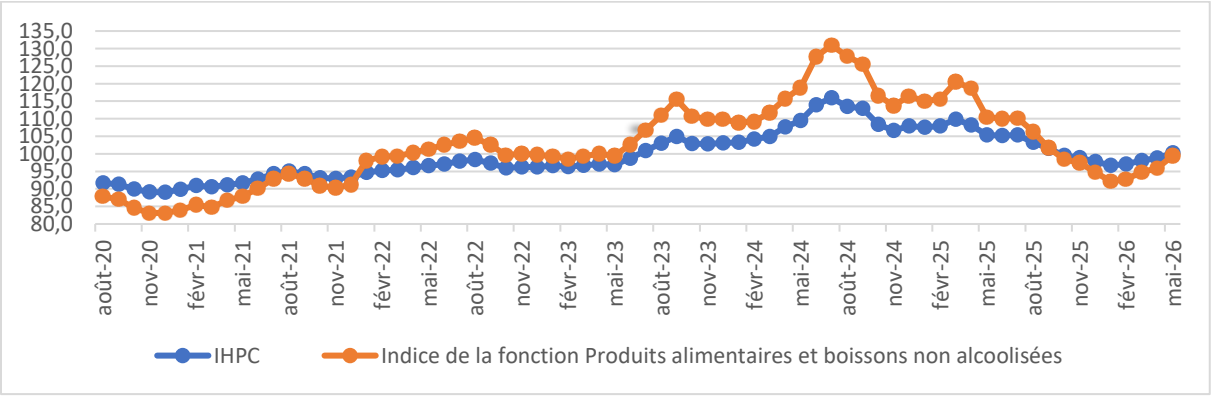
Tendance haussière des prix à la consommation au 1er trimestre 2026

En rythme mensuel, la tendance haussière de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) observée depuis février 2026 s'est poursuivie jusqu'à fin mai 2026. En effet, le niveau général des prix a progressé de 1,6 % sur la période, sous l'effet principalement du renchérissement des produits alimentaires (+3,6 %) et de la division « Boissons non alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+2,4 %).

Au 1er trimestre 2026, l'IHPC a enregistré une baisse de 1,5%, après un recul plus marqué de 4,5% au 4ème trimestre 2025. Cette évolution traduit une augmentation progressive de niveau général des prix des produits traduisant une inflation importée induite par la hausse des cours énergétiques suite à la guerre en Iran.

En glissement annuel, l'IHPC a reculé de 4,8% en mai 2026 par rapport à son niveau de mai 2025. Par ailleurs, en moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est établi à -8,8% à fin mai 2026, demeurant largement inférieur au seuil communautaire de 3,0% fixé dans le cadre de la surveillance multilatérale de l'UEMOA.

Graphique N°7: Evolution de l'IHPC et de l'indice de la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées »



Source : ME/F/ DGE/R/DAEP *sur la base des données de l'INS*

2.1.2 Indice des Prix des Matériaux de Construction (IPMC)

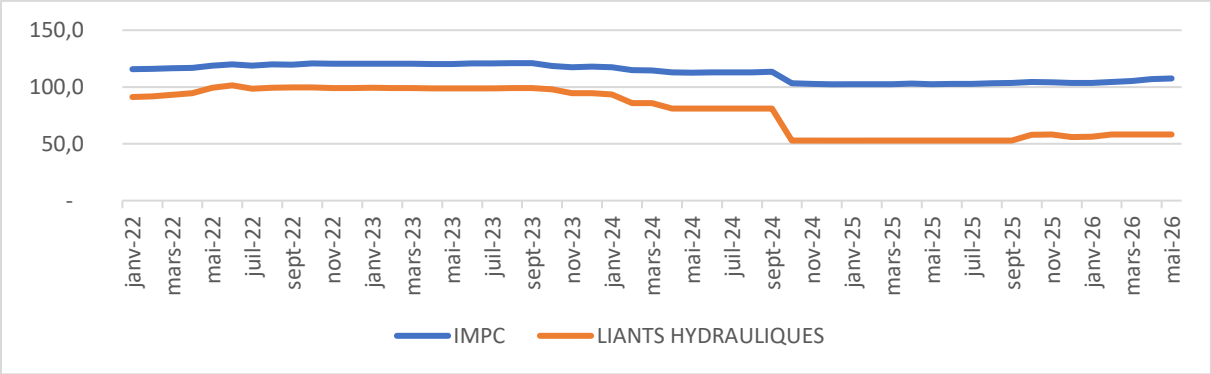
Une augmentation des prix des matériaux de construction (IPMC) à fin mai 2026

La tendance haussière des prix des matériaux de construction, observée depuis le mois de janvier 2026, s'est poursuivie à fin mai 2026. En effet, l'Indice des prix des matériaux de construction (IPMC) a progressé de 0,7%, après des augmentations respectives de 0,9% ; 1,4% et 0,9% enregistrées en février, mars et avril 2026. Cette évolution est principalement attribuable à la hausse des prix moyens des fonctions « Peinture » (+7,4 %) et « Bois » (+4,9 %).

En variation trimestrielle, l'IPMC a augmenté de 0,5% au 1er trimestre 2026, soit un rythme de progression moins soutenu que celui observé au trimestre précédent (+0,7 %). Cette situation traduit un ralentissement de la hausse des prix des matériaux de construction.

En glissement annuel, l'IPMC a enregistré une hausse de 4,9% en mai 2026 par rapport à mai 2025. Cette progression est essentiellement portée par l'augmentation des prix des fonctions « Peinture » (+27,9%), « Bois » (+16,4%), « Liants hydrauliques » (+9,9%) et « Agrégats » (+5,7%), reflétant des tensions persistantes sur certains intrants du secteur de la construction.

Graphique N°8: Evolution de l'IPMC et de l'indice de la fonction « liants hydrauliques ».



Source : ME/F/ DGE/R/DAEP sur la base des données de l'INS

2.1.3 Finances publiques4

A fin mars 2026, l'exécution budgétaire s'est soldée par une amélioration du solde global base engagement et un apurement des arriérés

Au 1er trimestre 2026, la situation des finances publiques est marquée par une mobilisation des recettes totales de 21,8% et une exécution des dépenses totales et prêts nets à hauteur de 18,3% des prévisions de la loi des finances initiale (LFI).

Les recettes totales mobilisées à fin mars 2026 s'élèvent à 316,8 milliards, imputable principalement aux recettes fiscales qui se sont chiffrées à 283,3 milliards (89,4%) et 30,7 milliards des recettes non fiscales (9,7%). Comparé au 4ème trimestre 2025, les

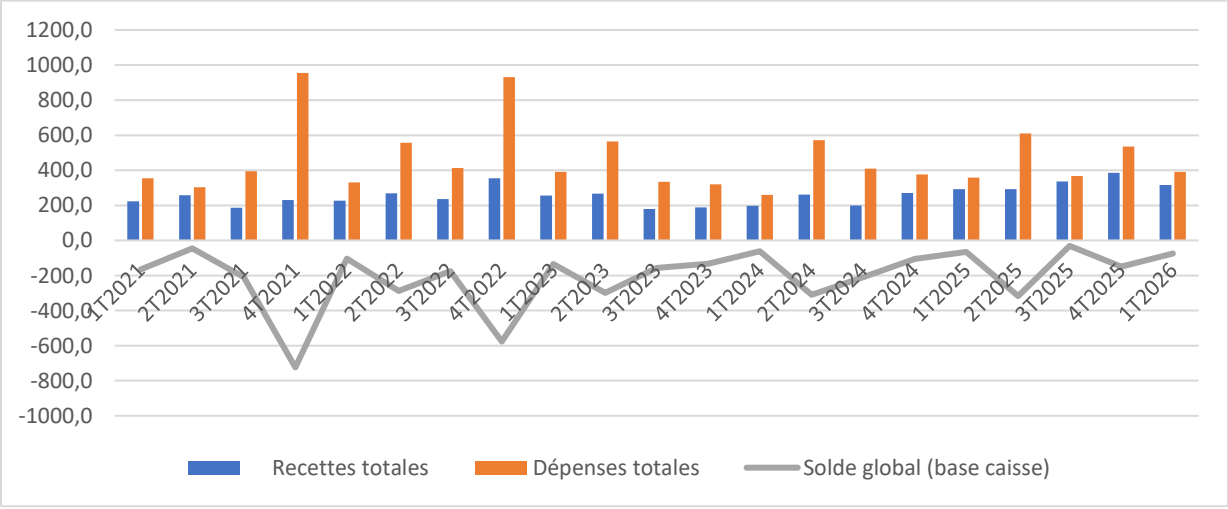
[4] L'analyse est faite sur la base des données provisoires du TOFE à fin mars 2026 qui peuvent faire l'objet d'une actualisation dans les éditions prochaines.

recettes totales ont baissé de 17,8% mais en nette amélioration par rapport au 1er trimestre de 2025. L'augmentation par rapport à l'année passée s'explique par le meilleur suivi des réformes engagées au niveau des différentes régies, notamment avec le marquage fiscal des produits soumis aux droits d'assises et l'élargissement d'immatriculation en ligne des contribuables, ainsi que la correction de beaucoup d'imperfections en ce qui concerne la facture certifiée et le recalibrage des exonérations.

Pour ce qui est des dépenses totales et prêts nets, ils ont atteint 390,6 milliards. Par rapport aux prévisions initiales, ils ont été exécutés à hauteur de 18,3% à fin mars 2026 contre 17,3% un an plutôt à la même période. Les dépenses courantes représentant plus de la moitié (56,3%) ont affiché un taux de réalisation de 21,9%, soit 263,4 milliards. Quant aux dépenses d'équipement et prêts nets, en lien avec les efforts de financement dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de la Refondation de la République (PRR) 2025-2029, ils ont atteint 127,2 milliards, soit une augmentation de 17,6% par rapport à la même période de l'année passée.

L'exécution budgétaire du premier trimestre 2026 s'est soldée par un déficit global (base engagement hors dons) de 73,8 milliards et un apurement des arriérés de 73,3 milliards, entrainant ainsi un besoin de financement de 147,1 milliards. Ce besoin a été comblé à hauteur de 70,4% par des ressources extérieures notamment les prêts.

Graphique N°9: Evolution des principaux agrégats des finances publiques (en milliards)



Source *: ME/F/ DGE/R/DAEP sur la base des données du TOFE*

2.1.4 Echanges extérieurs[5]

Le commerce extérieur a enregistré un excédent commercial des biens au terme du 1er trimestre 2026 après un déficit au 4ème trimestre 2025

[5] L'analyse est faite sur la base des données provisoires de la douane, retraitées par l'INS.

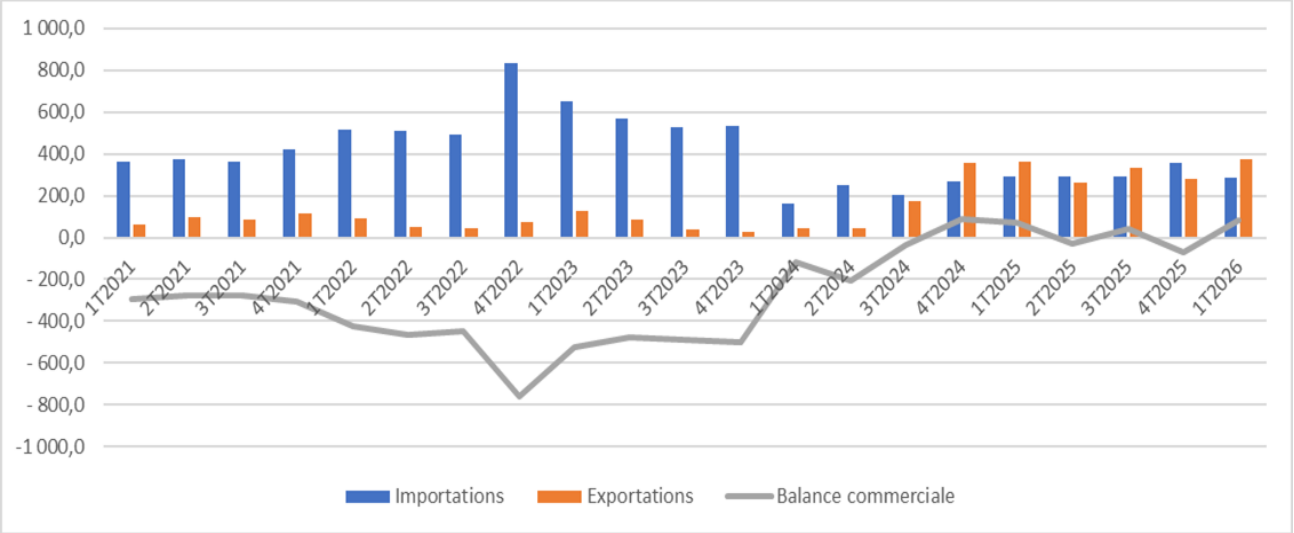
L'excédent commercial des biens a été de 85,1 milliards au terme du 1er trimestre 2026 contre un déficit commercial de 73,0 milliards au terme du 4ème trimestre 2025. Cette situation est en lien avec la hausse des exportations et la baisse des importations.

Les exportations des marchandises sont passées de 280,4 milliards au terme du 4ème trimestre 2025 à 372,3 milliards au terme du 1er trimestre 2026, soit un accroissement de 32,8%. Cet accroissement est imputable à la hausse des exportations des produits pétroliers (+36,4%) et celles des produits agricoles (+45,8%). Le rebond des exportations des produits pétroliers est en liaison avec l'augmentation simultanée des exportations du pétrole brut (+38,8%) et des hydrocarbures (+52,5%) en dépit de la contraction des exportations de l'or (-56,2%). Quant au rebond des exportations des produits agricoles, il est essentiellement imputable à la vente à l'étranger de l'oignon (+66,1%) et du souchet (+270,6%).

Aussi, les exportations du pétrole brut et des produits miniers rapportées aux actifs extérieurs nets ont représenté 64,1% au 1er trimestre 2026 contre 53,5% au terme du 4ème trimestre 2025, soit une hausse de 10,6 pp. En glissement annuel (1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025), les exportations des biens se sont accrues de 3,6%.

Les importations des biens se sont établies à 287,2 milliards au terme du 1er trimestre 2026 contre 353,4 milliards au terme du 4ème trimestre 2025, soit un repli de 18,7%. Ce repli provient essentiellement des importations des produits alimentaires (-10,3%) et des biens d'équipement (-6,8%). La baisse des importations des produits alimentaires cadre avec la volonté du Gouvernement en matière d'autosuffisance alimentaire. Quant à la baisse des importations des biens d'équipement, elle est imputable à celle des gros engins et leurs pièces. En glissement annuel (1er trimestre 2026 comparativement au 1er trimestre 2025), les importations ont diminué de 1,3%.

Graphique N°10: Evolution des composantes de la balance commerciale du Niger (en milliards)



***Source** : ME/F/ DGE/R/DAEP sur la base des données de l'INS*

En ce qui concerne l'orientation géographique, au 1er trimestre 2026, les principaux partenaires du Niger en matière d'exportations des produits classés par ordre d'importance sont : l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Quant aux principaux fournisseurs, ils sont classés en fonction de leurs parts relatives dans les importations totales. Il s'agit par ordre d'importance, de l'Asie, de l'Afrique, de l'Europe et de l'Amérique.

Tableau N°3: Orientation géographique des échanges extérieurs du Niger au 4ème trimestre 2025

Zone/pays	Exportations (%)	Importations (%)
Afrique	**5,6**	**33,9**
dont Afrique de l'Ouest	**58,4**	**82,1**
Nigeria	32,5	75,3
Ghana	9,2	3,4
UEMOA	**58,3**	**21,3**
dont AES	**91,7**	**8,8**
Burkina Faso	53,4	87,2
Mali	46,6	12,8
dont Afrique du Nord	3,3	16,7
Algérie	68,8	68,3
Libye	19,6	1,7
Afrique Centrale	**33,8**	**0,1**
dont CEMAC	100,0	100,0
Asie	**10,7**	**47,7**
Chine	0,0	41,3
Emirats Arabes Unis	8,9	1,9
Inde	0,0	32,9
Europe	**83,6**	**14,2**
dont Union Européenne	100,0	86,6
Italie	55,8	8,2
Pays-Bas	44,2	2,8
France	0,0	26,7
Amérique	**0,0**	**2,2**
dont Etats-Unis	100,0	52,1
Canada	0,0	2,4
Océanie	**0,0**	**0,0**
Pays non déterminés	**0,1**	**1,9**

Source *: ME/F/ DGE/R/DAEP avec les données de l'INS*

2.1.5. Situation monétaire

La situation monétaire, au terme du 1er trimestre 2026, a été marquée par un accroissement simultané de la masse monétaire et des actifs extérieurs nets et une diminution des créances intérieures

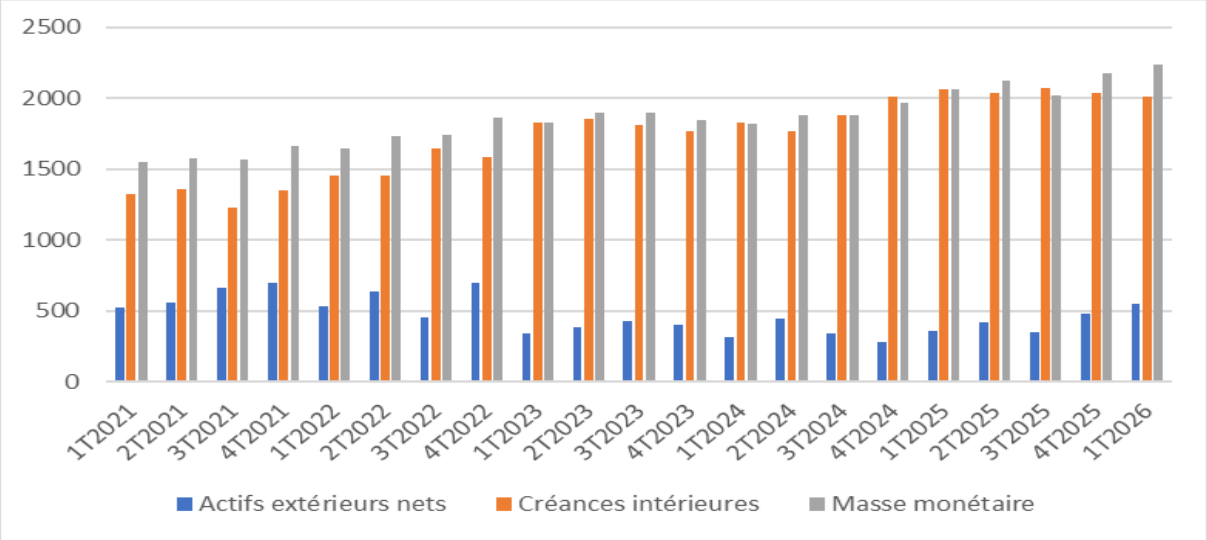
Les actifs extérieurs nets des banques sont passées de 482,3 milliards au terme du 4ème trimestre 2025 à 546,4 milliards au terme du 1er trimestre 2026, soit un accroissement de 13,3%. Cet accroissement est attribuable à la hausse des devises étrangères de la BCEAO (+43,3%), en dépit de la baisse de celles des banques commerciales (-38,5%). Ainsi, les actifs extérieurs nets rapportés aux importations des biens ont représenté 190,3% au terme du 1er trimestre 2026 contre 136,5% au terme du 4ème trimestre 2025, soit une hausse de 53,8 pp. **En glissement annuel** (1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025), les actifs extérieurs nets ont augmenté de 53,4%.

Les créances intérieures se sont établies à 2 012,0 milliards au terme du 1er trimestre 2026 contre 2 038,4 milliards au terme du 4ème trimestre 2025, soit une baisse de 1,3%. Cette faible baisse est imputable à la diminution simultanée des créances nettes sur l'administration centrale (-2,3%) et des créances sur l'économie (-0,7%). La diminution des créances nettes sur l'administration centrale est en liaison avec le repli des

créances dans le portefeuille des titres publics (-6,2%) malgré la hausse des engagements de l'Etat (+8,1%) auprès des banques commerciales. Quant au faible repli des créances sur l'économie, il est principalement dû aux créances sur les collectivités territoriales (-55,1%) et les sociétés non financières publiques (-8,8%). **En glissement annuel** (1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025), les créances intérieures ont diminué de 2,4%.

En ligne avec l'évolution de ses contreparties, **la masse monétaire** a enregistré 2 237,9 milliards au terme du 1er trimestre 2026 contre 2181,8 milliards au terme du 4ème trimestre 2025, soit une hausse de 2,6%. Cette hausse est imputable à l'augmentation concomitante de la circulation fiduciaire (+5,6%) et des dépôts transférables (+1,3%). L'accroissement de la circulation fiduciaire est dû principalement à celui des billets et monnaies mis en circulation (+5,9%). Quant à l'augmentation des dépôts transférables, elle est en liaison avec celle des dépôts auprès des banques commerciales. **En glissement annuel** (1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025), la masse monétaire s'est accrue de 8,4%.

Graphique N°11: Evolution des agrégats monétaires (en milliards)



Source : *ME/F/ DGE/R/DAEP sur la base des données de la BCEAO*

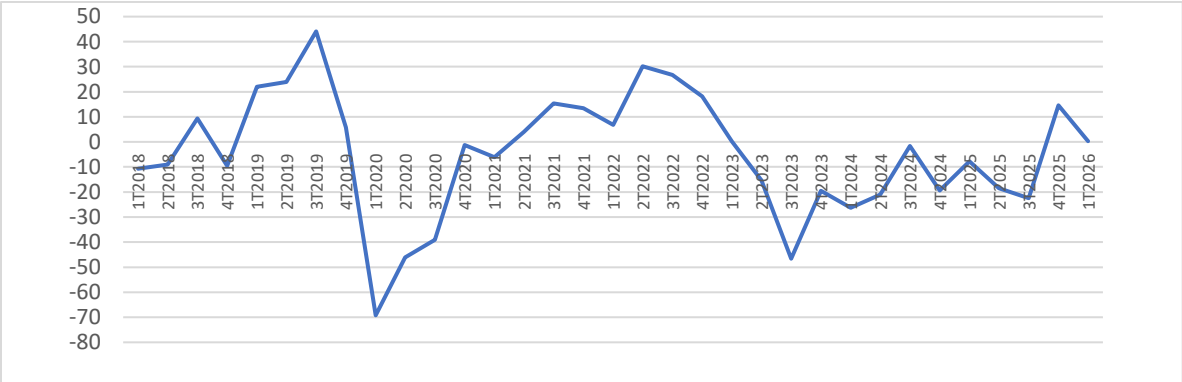
2.2. Opinions[6] des entreprises sur l'activité économique au 1er trimestre 2026

La conjoncture économique au 1er trimestre 2025 a été jugée moins favorable par les chefs d'entreprises interviewés

[6] Toutes les données sur les opinions sont en pourcentages (%)

L'analyse des soldes d'opinions relatives au **climat des affaires** (+0,25%) montre une conjoncture peu favorable pour les chefs d'entreprises. Comparé au 4ème trimestre 2025, la situation des climats des affaires s'est dégradée de 14,3 pp. Cette situation cache des disparités selon les secteurs. En effet, la synthèse des soldes indique une amélioration du climat des affaires au niveau seulement des secteurs du Commerce et de la production d'eau et d'électricité. Les autres secteurs, leur situation ne s'est pas améliorée. Elle était ressortie soit en baisse ou resté stable à cause des difficultés d'approvisionnement, la concurrence déloyale, des effets persistants de la crise sécuritaire et l'environnement international.

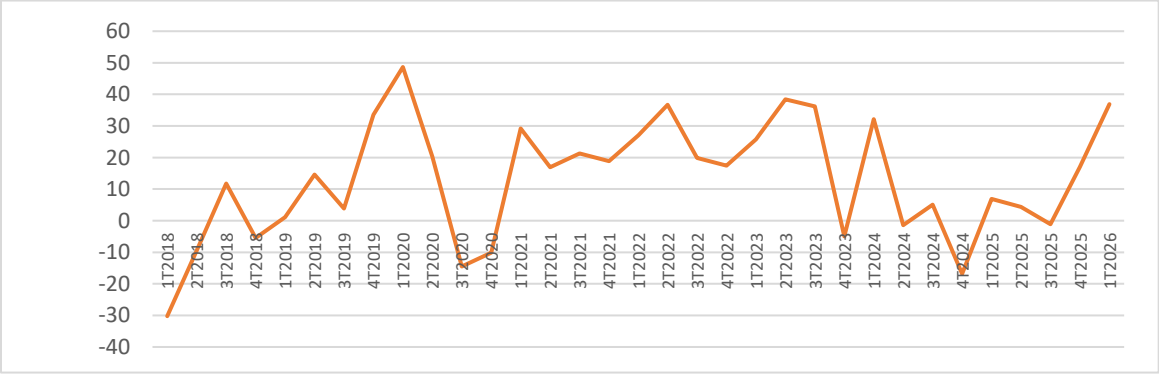
Graphique N°12: Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises



Source : ME/F/ DGE/R/DAEP/*Enquête auprès des entreprises (avril 2026).*

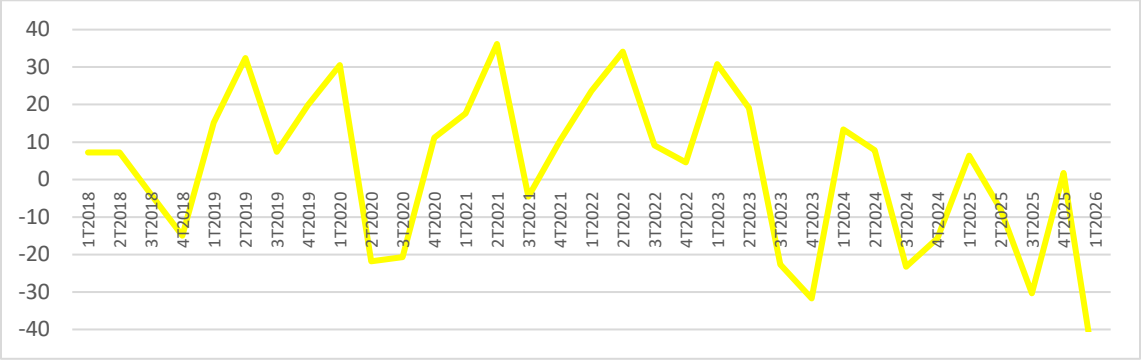
Pour ce qui est des autres postes, l'analyse des soldes affiche une augmentation **des effectifs** (+19,9%) particulièrement dans le secteur du commerce et un léger repli **des investissements** (-2,5%) au 1er trimestre 2026 par rapport au trimestre précèdent. Malgré la hausse des effectifs et celle des investissement **la production** n'a pas suivi. En effet, le solde relatif à la production est ressorti négatif expliquant ainsi le confortement défavorable des climats des affaires. Pour **le stock** des entreprises, le solde demeure négatif compte tenu de la baisse de la production et des contraintes d'approvisionnement.

Graphique N°13: Variation des effectifs des employés des entreprises interrogées



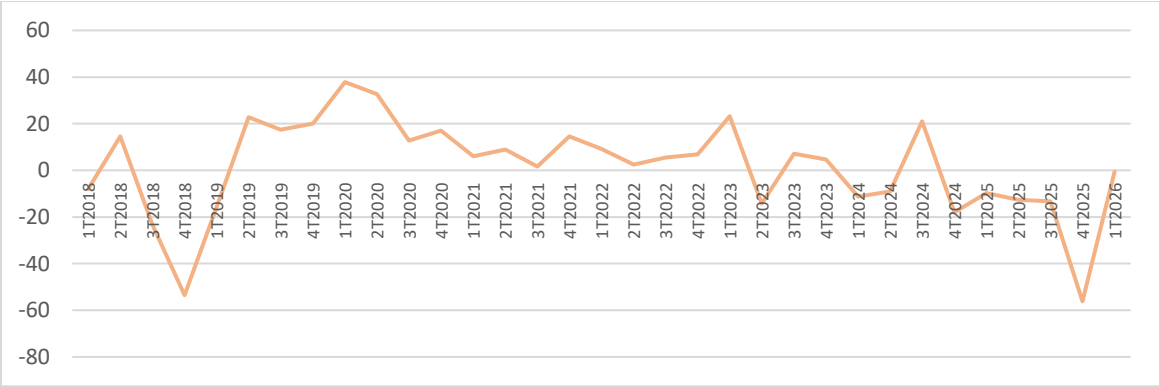
Source : ME/F/ DGE/R/DAEP */Enquête auprès des entreprises (avril 2026).*

Graphique N°14: Evolution de la production des entreprises du secteur moderne



Source : ME/F/ DGE/R/DAEP/Enquête auprès des entreprises (avril 2026).

Graphique N°15: Evolution des stocks des entreprises



Source : ME/F/ DGE/R/DAEP/*Enquête auprès des entreprises (avril 2026)*

Graphique N°16: Evolution des investissements des entreprises



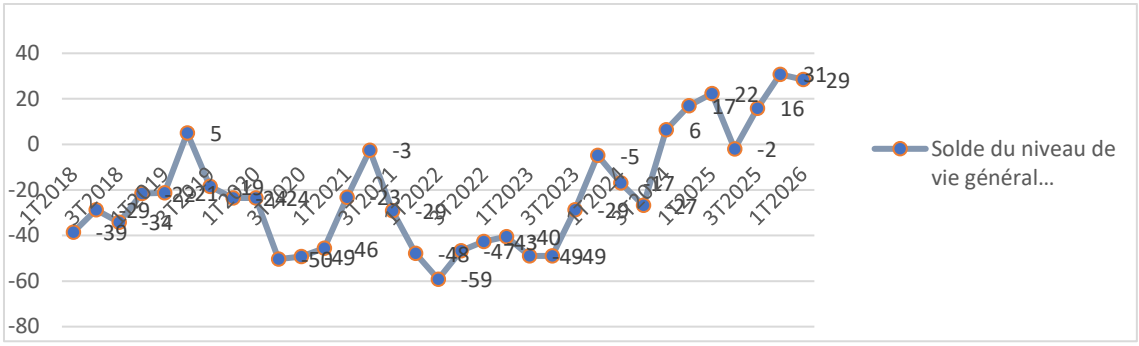
Source : ME/F/ DGE/R/DAEP/*Enquête auprès des entreprises (avril 2026)*

2.3. Opinions des ménages sur la conjoncture au 1er trimestre 2026

Au 1er trimestre 2026, la situation des ménages s'est légèrement dégradée

Contrairement au dernier trimestre de 2025, les résultats de l'enquête d'avril 2026 font ressortir une légère dégradation des conditions de vie des ménages. En effet, le solde d'opinions relatif aux conditions de vie des ménages est passé de 31% au 4ème trimestre 2025 à 29,0% au trimestre sous revue, soit une baisse de 2,0 pp **(graphique N°18).**

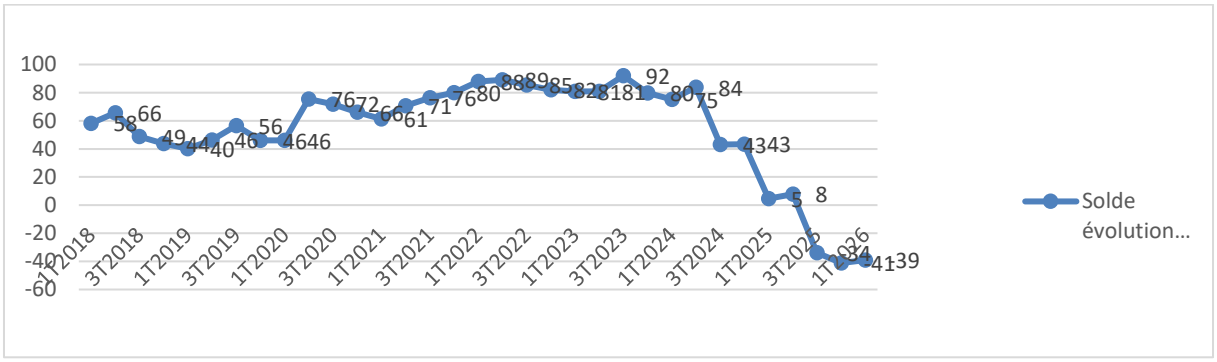
Graphique N° 17 : Évolution du solde relatif à la perception des ménages sur leur niveau de vie (pp)



***Source** : MEF/ DGE/R/DAEP/ Enquête auprès des ménages (avril 2026).*

Quant à la perception des variations des prix à la consommation, contrairement au 4ème trimestre 2025, le solde relatif a légèrement augmenté au cours du 1er trimestre 2026. En effet, il s'est amélioré, passant de -41,0% au 4ème trimestre 2025 à -39,0% au 1er trimestre 2026, soit une hausse de 2,0 pp **(graphique N°19)**. Les ménages ont ressenti une hausse des prix des produits à la consommation ayant affecté leur pouvoir d'achat.

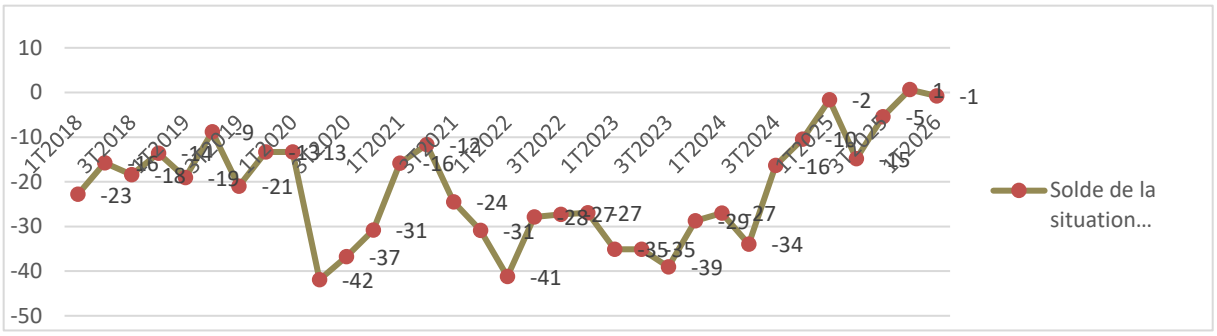
Graphique N° 18 : Évolution du solde correspondant à la perception des ménages sur le prix à la consommation (pp)



***Source** : MEF/ DGE/R/DAEP/Enquête auprès des ménages (avril 2026).*

S'agissant de la situation financière passée, les perceptions des ménages se sont dégradées par rapport au trimestre passé. Cette dégradation traduit une diminution de la proportion des chefs de ménage ayant déclaré une amélioration de leur situation financière. En conséquence, le solde d'opinions correspondant est passé de (+1,0%) au 4ème trimestre 2025 à (-1,0%) au 1er trimestre 2026, soit un repli de 2,0 pp **(graphique N° 20).**

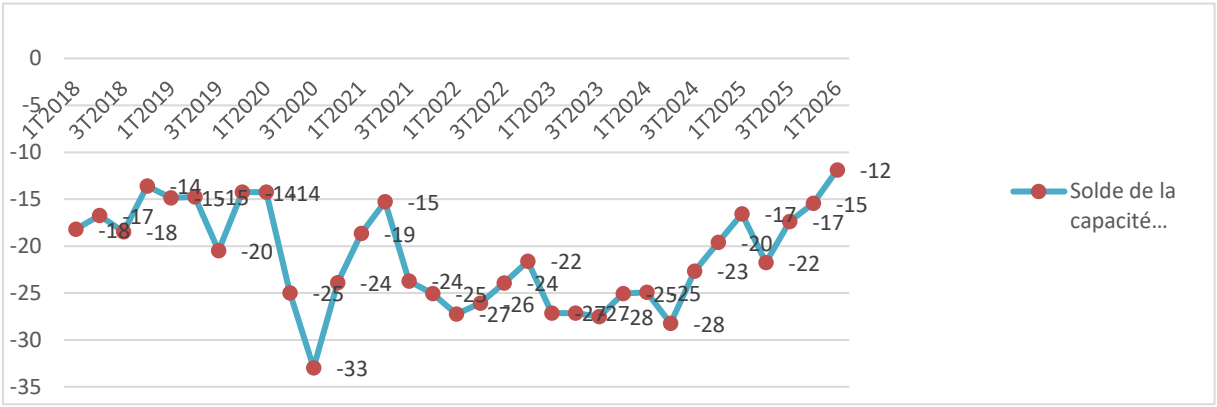
***Graphique N° 19 : Évolution** du solde d'opinions associé à la perception sur la situation financière passée du foyer* (pp)



***Source** : MEF/ DGE/R/DAEP/Enquête auprès des ménages (avril 2026)*

Comme au trimestre passé, la proportion de chefs de ménage ayant eu recours à l'endettement au cours du trimestre sous revue a diminué, traduisant ainsi une légère amélioration de leur situation financière. En effet, le solde relatif à la capacité d'épargne actuelle s'est de nouveau amélioré, passant de -15,0% au 4ème trimestre 2025 à -12,0% au 1er trimestre 2025, soit une hausse de 3,0 pp. Cette évolution traduit une perception favorable des ménages quant à leur capacité actuelle à épargner **(graphique N° 21).**

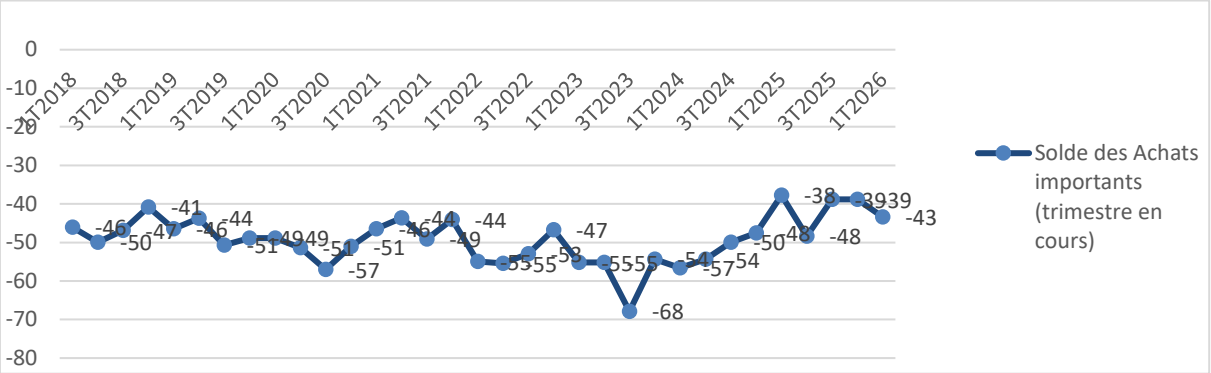
Graphique N° 20: Évolution du solde d'opinions lié à la perception sur la capacité actuelle d'épargne du foyer (pp)



***Source** : MEF/ DGE/R/DAEP/Enquête auprès des ménages (avril 2026).*

Concernant la capacité actuelle des chefs de ménage à investir, les perceptions des ménages se sont dégradées par rapport au trimestre passé en lien avec la détérioration de leur capacité financière. Ainsi, le solde relatif à l'opportunité des ménages à effectuer **des achats importants** a baissé de 4,0 pp, passant de -39,0% au 4éme trimestre 2025 à -43,0% au trimestre sous revue. Cette évolution traduit une perception plus défavorable des ménages quant à leur capacité à réaliser des dépenses importantes ou des investissements (graphique N° 22).

Graphique N° 21 : Évolution du solde d'opinions associé à la perception sur la capacité actuelle des ménages à réaliser des investissements (pp)



Source *: MEF/ DGE/R/DAEP/Enquête auprès des ménages (avril 2026).*

Comme au précèdent trimestre, certains chefs de ménage ont formulé des **recommandations en vue d'améliorer leurs conditions de vie**. Parmi celles-ci, on peut retenir : (i) renforcer le mécanisme de réduction des prix à la consommation afin d'améliorer le niveau de vie de la population ; (ii) faire la promotion de la paix et des valeurs sociales ; (iii) promouvoir des politiques pro pauvres, etc.

2.3.1. Opinions des ménages selon le genre au 1er trimestre 2026

Au cours de l'enquête d'avril 2026, les ménages dirigés par les hommes sont plus vulnérables

L'analyse selon le genre au titre du 1er trimestre 2026 fait ressortir une prédominance des répondants de sexe masculin, représentant 66,0% de l'échantillon, contre 34% pour les femmes, une situation similaire à celle observée au dernier trimestre 2025. S'agissant de la tranche d'âge 18 - 29 ans, elle est constituée de 18,4% de femmes et 12,7% d'hommes. Quant aux tranches d'âge 30 - 59 ans et plus de 60 ans, les répondants hommes sont plus nombreux que les répondants femmes, avec respectivement 71,3% et 16,1%, contre 69,8% et 11,9% chez les femmes. Ces résultats traduisent une plus forte représentation masculine dans l'échantillon, particulièrement au sein des catégories d'âge adulte et senior

Le solde d'opinion relatif à **la capacité des ménages à investir** s'est encore dégradé, au cours du 1er trimestre 2026, enregistrant ainsi une baisse de 75 pp chez les hommes et 25 pp chez les femmes.
Le solde d'opinion relatif à **la capacité des ménages à investir** s'est davantage détérioré au cours du 1er trimestre 2026. Cette dégradation est plus marquée chez les répondants de sexe masculin, avec une baisse de 75 pp, contre 25 pp chez les femmes. Ces évolutions traduisent une perception globalement pessimiste des ménages quant à leur capacité d'investissement, particulièrement chez les hommes, qui enregistrent le recul le plus important.

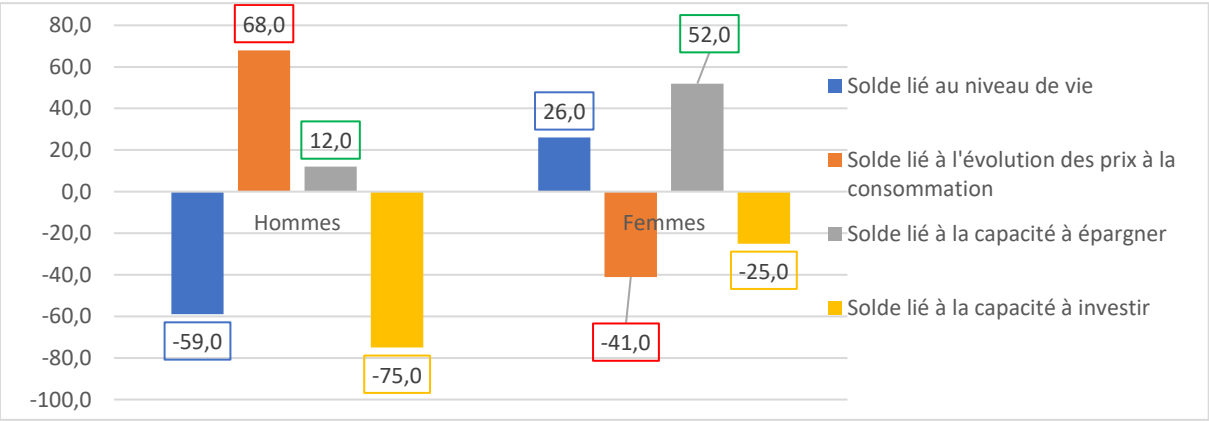
L'analyse des opinions selon le genre au titre du mois d'avril 2026 montre que les femmes disposent d'une meilleure capacité **d'épargne** que les hommes. En effet, comparativement, au 4ème trimestre 2025 le solde d'opinion relatif à la capacité des

ménages à épargner s'est globalement amélioré aussi bien chez les hommes que chez les femmes. Cette amélioration demeure toutefois plus prononcée chez les femmes (+52,0 pp), contre (+12 pp) chez les hommes. Ces résultats traduisent ainsi une perception plus favorable des femmes quant à leur aptitude à constituer une épargne au cours de la période sous revue.

Pour ce qui est **des conditions de vie des ménages**, au 1er trimestre 2026, le solde d'opinion s'est fortement détérioré chez les chefs de ménage hommes par rapport au trimestre précédent, s'établissant à -59,0 pp. Chez les femmes, ce solde a également connu une régression, mais dans une moindre mesure, se fixant à 26,0 pp. Ces résultats traduisent une dégradation globale de la perception des conditions de vie, plus prononcée chez les hommes que chez les femmes.

S'agissant de l'évolution **des prix à la consommation**, les perceptions diffèrent selon le genre au titre du trimestre sous revue. En effet, les hommes ont ressenti une augmentation des prix, avec un solde d'opinions de 68,0 pp. En revanche, les femmes perçoivent une baisse, bien que celle-ci soit moins prononcée que celle observée au trimestre précédent, avec un solde d'opinion de -41,0 pp. Ces résultats traduisent des perceptions contrastées de l'évolution du niveau général des prix selon le sexe des répondants.

Graphique N° 22 : Évolution des soldes correspondants au niveau de vie, à l'évolution des prix à la consommation, à la capacité d'épargne et à la capacité d'investir selon le genre entre le 4ème 2025 et le 1er trimestre 2026 (en pp)



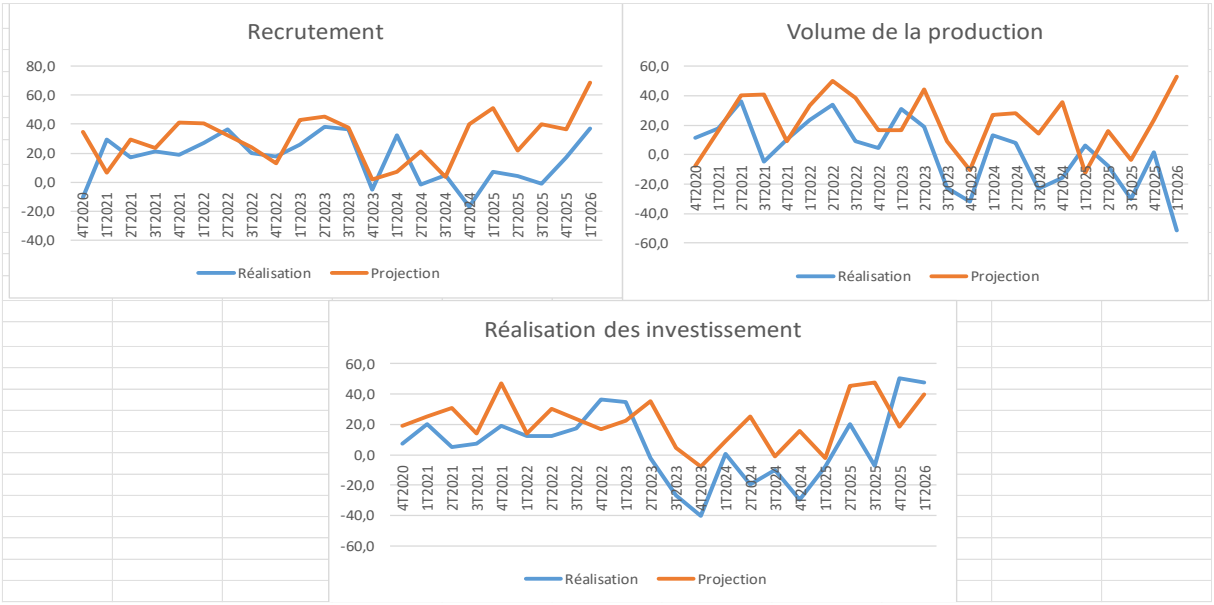
Source :ME/F/ DGE/R/DAEP/*Enquête auprès des ménages (avril 2026).*

2.4. Analyse des écarts entre les réalisations et les prévisions des opinions des chefs d'entreprises au 1er trimestre 2026

Les prévisions des chefs d'entreprises ne sont pas totalement réalisées au 1er trimestre 2026

Au 1er trimestre 2026, l'analyse des écarts fait ressortir un réalisme des chefs d'entreprises par rapport à leur capacité à prévoir le nombre de leur effectif et les investissements à réaliser. Par contre, compte tenu des incertitudes sur l'évolution de la conjoncture nationale et internationale leur projection concernant le volume de leur production ne sait pas réaliser comme le montre les soldes relatifs (graphique n°23).

<u>Graphique N° 23</u>: Evolution des réalisation et prévisions en (%)



<u>Source</u> : MEF/ DGE/R/DAEP/*Enquête auprès des ménages (février 2026).*

III. PERSPECTIVES AU COURS DU 2ème TRIMESTRE 2026

3.1. Perspectives des prix des matières premières

L'analyse des **données à fin mai 2026** indique **la poursuite de certaines tendances observées déjà un trimestre plus tôt, marquées par une volatilité accrue des marchés des matières premières dans un contexte de tensions géopolitiques.**

Sur une base mensuelle, le cours du pétrole passerait de 86,32 US$/bbl à 90,85 US$/bbl et 95,42 US$/bbl respectivement en juin, juillet et août 2026. Quant au prix de l'uranium, il serait de 85,50 US$/livre, 85,65 US$/livre et 85,43 US$/livre sur la période sous revue. Concernant l'or, son cours s'établirait à 4 787,38 US$/once, à 4794,30 US$/once et à 4749,17 US$/once sur la période susmentionnée.

Sur **une base trimestrielle**, **au 2ème trimestre 2026**, le prix moyen du pétrole est projeté à **96,89 US$/bbl contre 75,75 US$/bbl** au premier trimestre, soit une hausse de 27,9 %. Cette évolution serait liée à la persistance des tensions géopolitiques et à l'augmentation de la prime de risque sur les marchés énergétiques.

Quant à l'or, il enregistrerait un prix moyen de **4 698,67 US$/once au 2ème trimestre 2026 contre 4 876,09 US$/once au 1er trimestre**, soit un **léger repli de 3,6%,** tout en demeurant à un niveau historiquement élevé.

S'agissant du cours de l'uranium, il afficherait un prix moyen de **85,80 US$/livre au 2ème trimestre 2026 contre 89,98 US$/livre au trimestre précédent**, soit **une baisse de 4,6%.** Malgré ce repli, les fondamentaux du marché demeurent favorables en raison des perspectives de développement de l'énergie nucléaire.

Dans l'ensemble, les perspectives des matières premières demeurent ***tributaires de l'évolution des tensions géopolitiques et de l'orientation de la demande mondiale d'énergie, ainsi que des conditions monétaires internationales.***

3.2. Vues par les entreprises

Pour le 2ème trimestre 2026, les responsables d'entreprises prévoient une amélioration de leurs activités

Les responsables d'entreprises sont optimistes concernant l'évolution de leurs activités au cours du 2ème trimestre 2026. En effet, l'analyse des soldes d'opinions montre que les chefs d'entreprises prévoient une meilleure évolution de leurs activités, en faisant de nouveaux recrutements ou en maintenant constants **leurs effectifs (+62,6%)**, faire des nouveaux **investissements** (+53,7%) et espérer une évolution positive de la production (+16,4%).

Comparé aux soldes d'opinions relatifs à l'évolution future du trimestre passé en tenant compte de la conjoncture économique, les chefs d'entreprises sont moins optimistes à réaliser de **nouveaux recrutements** et **produire plus**. Les soldes relatives sont en

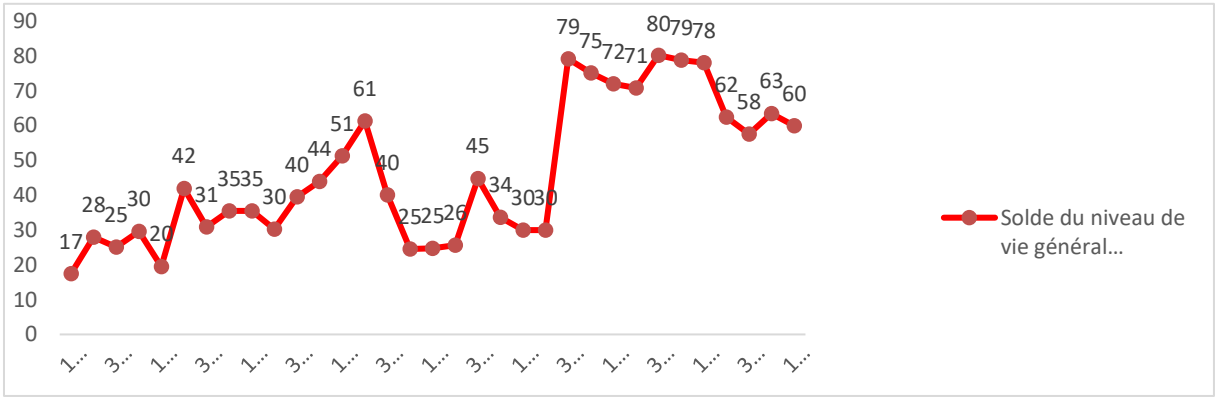
baisse respectivement de 6,1 pp et 36,8. Par contre ils envisagent plus d'**investissements** (+14,2 pp) au cours du trimestre sous revue.

3.3. Vues par les ménages

Au cours du 2ème trimestre 2026, les chefs de ménage sont moins optimistes quant à l'amélioration future de leur situation

Au 2ème trimestre 2026, les perspectives des ménages relatives à l'évolution de leur niveau de vie restent positives, mais se sont moins améliorées qu'au trimestre précédent. Le solde d'opinion y afférent est ressorti à 60,0%, contre 63,0% au 1er trimestre 2026, soit un repli de 3,0 pp **(graphique N° 25).**

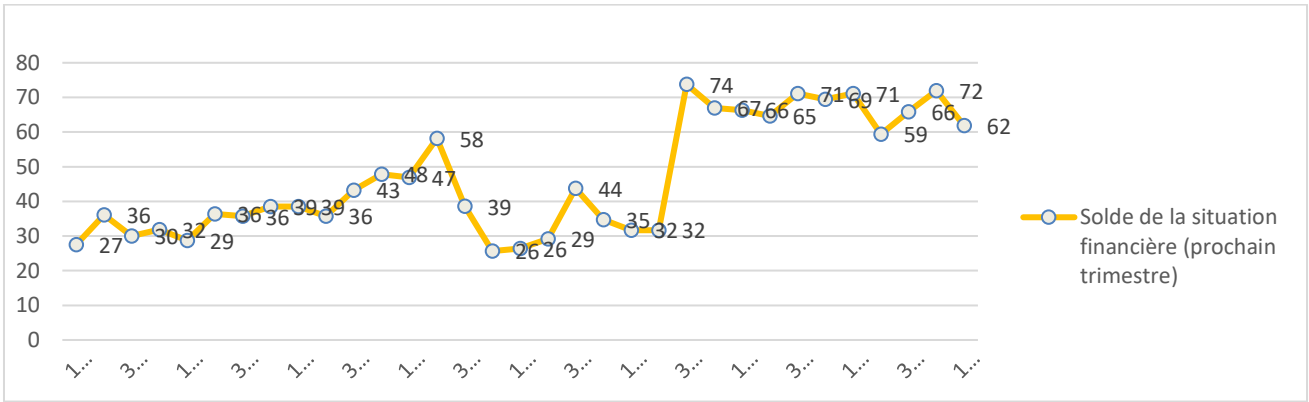
Graphique N°24: Évolution du solde d'opinions relatif à la perception des conditions de vie de ménages



Source :ME/F/ DGE/R/DAEP/*Enquête auprès des ménages (avril 2026).*

Comparé au trimestre passé, les perspectives des ménages relatives à la situation financière**,** au cours du trimestre sous revue, se sont détériorées. Le solde d'opinion correspondant a ainsi diminué de 10,0 pp par rapport au 4ème trimestre 2025 (**graphique N° 26**).

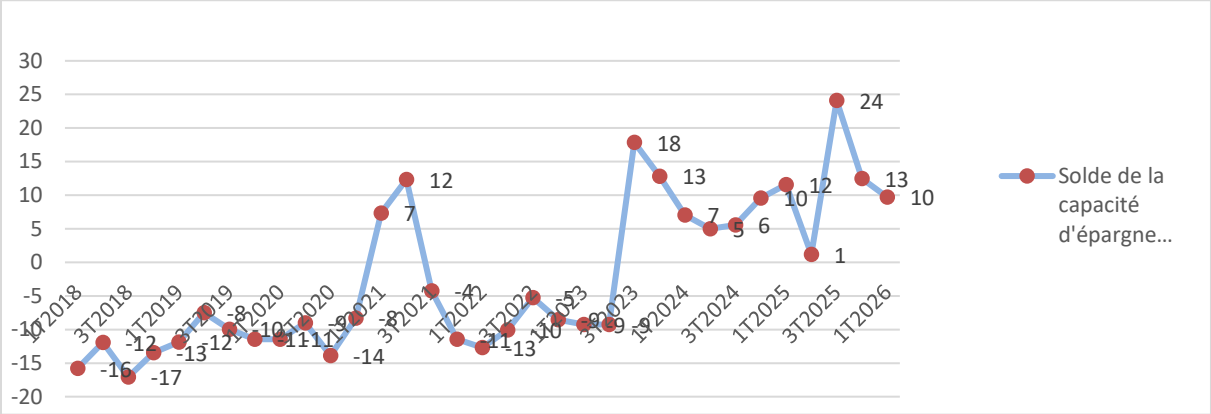
Graphique N°25: Evolution du solde d'opinions associé à la situation financière future des ménages



Source :ME/F/ DGE/R/DAEP/*Enquête auprès des ménages (avril 2026).*

Concernant la **capacité future d'épargne**, les ménages affichent des anticipations moins favorables pour les trois prochains mois, ce qui pourrait réduire leur perception en matière d'investissement. Ainsi, le solde d'opinion correspondant est passé de 13,0% au 4ème trimestre 2025 à 10,0% au 1er trimestre 2026, soit une baisse de 3,0 pp. **(graphique N° 27).**

Graphique N°26: Evolution du solde d'opinions lié à la perception sur la capacité future d'épargne des ménages



Source :ME/F/ DGE/R/DAEP/*Enquête auprès des ménages (avril 2026).*

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BCEAO, (mars 2026) « *Rapport sur la Politique Monétaire »* ;

BCEAO, (2026). *« Situation monétaire à fin* mars 2026 *»* ;

FMI, (avril 2026). *« Perspectives de l'Economie Mondiale »* ;

ME/F, « *TOFE à fin* mars 2026 » ;

INS, « *Echanges extérieurs du 1er trimestre 2026* » ;

INS*. « Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), avril à mai* 2026 » ;

INS*. « Indice des Prix des Matériaux de Construction (IPMC), avril à mai* 2026 ».

ANNEXES

Annexe 1. Glossaire

Activité économique : Processus qui conduit à la fabrication d'un produit ou à la mise à disposition d'un service par une unité de production.

Actifs Extérieurs Nets : Créances ou engagements nets des institutions monétaires (Banque Centrale et banques commerciales) sur l'extérieur. Ce poste correspond à l'ensemble des rubriques des situations de la Banque Centrale et des banques commerciales relatives à leurs opérations avec l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des avoirs extérieurs bruts, l'ensemble des engagements extérieurs, y compris les engagements à moyen et long terme.

Balance commerciale : Différence, en termes de valeur monétaire, entre les exportations et les importations de biens ou de biens et services (dépend du pays) dans une économie sur une période donnée. On parle aussi de solde commercial.

Cadrage macroéconomique : Evaluation et orientation des grands traits caractéristiques d'une économie, dans un contexte international, et sur un horizon donné, et pour des objectifs macroéconomiques. Il consiste à déterminer par étapes successives les différents agrégats des secteurs macroéconomiques avant d'assurer la cohérence d'ensemble et les conditions d'atteinte des objectifs.

Créances nettes sur l'administration centrale : Créances nettes ou engagements nets du Trésor vis-à-vis du reste de l'économie. Les créances nettes sur l'administration centrale sont constituées par la différence entre les dettes du Trésor et ses créances sur la Banque Centrale, les banques et les particuliers et les entreprises. Par convention, une créance nette sur l'administration centrale créditrice est précédée du signe (-) tandis qu'une créance nette sur l'administration centrale débitrice est précédée d'un signe (+).

Créances sur l'économie : Ensemble des concours consentis à l'économie par les banques (refinancées ou non), les établissements financiers (partie refinancée par la Banque Centrale) et par le Trésor (à travers l'acceptation de traites douanières).

Dépenses publiques : Concernent l'ensemble des décaissements non remboursables effectués par les administrations publiques. Le poste est généralement éclaté en deux principales sous rubriques à savoir les dépenses courantes et les dépenses en capital.

Dons : Encaissements non remboursables, provenant de versements non obligatoires d'autres administrations publiques, nationales ou étrangères et d'organismes internationaux.

Inflation : Perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix.

Masse monétaire : Ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Elle recouvre les disponibilités monétaires (circulation fiduciaire + dépôts à vue) et quasi monétaires (comptes d'épargne et dépôts à terme).

Opinion : Jugement que l'on porte sur un individu, un objet ou un thème.

Prêts nets : Prêts moins remboursements en capital effectués par le Gouvernement pour appuyer le service public et consentis à des entreprises publiques. Ces types de prêts sont généralement constitués par les prêts rétrocédés.

Production : Activité économique exploitant les ressources du travail et du capital (appelées facteurs de production) dans le but de réaliser des biens ou des services à partir de consommations intermédiaires (biens ou services achetés à d'autres entreprises puis transformés).

Recettes fiscales : Paiements obligatoires, sans contrepartie et non remboursables, effectués au profit des administrations.

Recettes non fiscales : Encaissements non remboursables des administrations ayant une contrepartie, toutes les amendes et pénalités à l'exception de celles relatives aux infractions fiscales et douanières, et tous les dividendes que les sociétés doivent verser à l'Etat en tant qu'actionnaire.

Solde d'opinion : Différence entre la proportion de répondants à une enquête ayant exprimé une opinion positive et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative.

Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) : Document statistique qui retrace toutes les ressources et tous les emplois de l'Etat en termes financiers pendant une période donnée (généralement, une année), selon un champ de couverture bien défini. Plus précisément, il permet de cerner comment les ressources financent les emplois de l'Etat (par recettes de l'Etat, par dons non remboursables intérieurs ou extérieurs, par emprunts intérieurs ou extérieurs - bancaires ou non bancaires, par constitution d'arriérés de paiement intérieur ou extérieur - non-paiement des créances pendant la période considérée). Il permet également de mesurer l'interaction entre le secteur des finances publiques et les autres secteurs de l'économie (secteur réel, secteur monétaire et secteur extérieur).

Tendance : Notion correspondant à l'orientation constatée pour une série de données sur une certaine période.

Annexe 2. Brève présentation de la Méthodologie des Enquêtes d'Opinions de la Direction Générale de l'Economie et des Réformes

1. Rôle et utilité de l'enquête de conjoncture trimestrielle

L'enquête trimestrielle de conjoncture du MEF est : *(i) une opération de collecte d'opinions de chefs d'entreprises sur le climat des affaires au Niger et sur les évolutions de leurs activités au cours des trois (3) mois passés et des trois (3) mois à venir ; (ii) une opération de collecte d'opinions de chefs de ménages sur la perception du niveau de vie au Niger en général et sur d'autres thématiques clés (inflation, situation financière du foyer, capacité d'épargne, etc.) au cours des trois (3) mois passés et des trois (3) mois à venir*.

Les informations recueillies à l'occasion de ces enquêtes sont qualifiées de *qualitatives*, parce que l'on demande aux déclarants d'assigner des *qualités* et non des *quantités* aux variables qui font l'objet d'interrogations.

Les enquêtes de conjoncture permettent de manière générale de disposer, dans des délais relativement courts, d'une vue synthétique d'un secteur d'activité donné (industries extractives par exemple), éclairant ainsi des domaines qui ne sont pas couverts, ou couverts plus tardivement, par les statistiques classiques.

Comme les enquêtes de conjoncture permettent de retracer la situation et les perspectives des enquêtés en consignant leurs opinions qualitatives d'une période à l'autre, elles apportent une information précieuse pour l'analyse et la prévision de court terme. Autre avantage, les résultats sont obtenus très rapidement, souvent avant même que les données statistiques complètes ne soient disponibles auprès des enquêtés.

Les enquêtes de conjoncture du premier trimestre 2026 se sont déroulées en avril 2026 et ont concerné les mêmes échantillons que les enquêtes antérieures. Ces échantillons sont composés d'environ trois cent (300) entreprises principalement localisées dans la ville de Niamey et dans les autres régions et réparties dans douze (12) secteurs d'activités économiques, ainsi que 1 883 ménages de la ville de Niamey.
Les résultats de l'enquête auprès des entreprises ont été pondérés par les chiffres d'affaires afin de tenir compte de la taille de chaque entreprise dans l'échantillon. Ces résultats pondérés sont ensuite synthétisés sous forme de soldes d'opinions pour donner l'orientation de l'activité économique dans son ensemble, à la fois sur le trimestre sous revue et le trimestre suivant.
En ce qui concerne l'enquête auprès des ménages, le questionnaire contient globalement trois (3) questions concernant le passé récent (trimestre sous revue), deux (2) questions concernant le présent, trois (3) questions relatives au futur proche (trimestre suivant le trimestre sous revue) et une question permettant d'identifier la tranche d'âge à laquelle appartient le chef de ménage interrogé.

2. Champ couvert

Pour des raisons opérationnelles (moyens logistiques et humains limités), le champ géographique de l'enquête est la ville de Niamey. Une extension de ce champ géographique est envisageable au cours des prochaines enquêtes.

3. Périodicité et méthodologie de la collecte

Les enquêtes de conjoncture sont menées sur une base trimestrielle. Ainsi, à la fin de chaque trimestre, un questionnaire est administré auprès de chaque entreprise-échantillon (fixe) par les agents enquêteurs.

Pour l'enquête auprès des ménages, l'administration des questionnaires s'effectue les jours non ouvrés (généralement samedi et dimanche) auprès d'un échantillon de 1 883 ménages par l'équipe d'enquêteurs. Ces ménages sont choisis aléatoirement chaque trimestre.

4. **Nature des données à collecter (opinions, etc.) Concernant les ménages**, les données collectées sont principalement de cinq (5) ordres :
   - la perception du niveau de vie au Niger en général (trimestre passé et trimestre à venir) ;
   - la perception des prix à la consommation (trimestre passé) ;
   - la perception de la situation financière du foyer (trimestre passé, au moment précis de l'enquête et trimestre à venir) ;
   - la possibilité d'effectuer des achats importants (meubles, terrains, voitures, etc.) dans la situation économique au moment de l'enquête ;
   - la possibilité d'épargner (trimestre à venir).

Pour le volet entreprise, les données collectées concernent principalement :
- la catégorie institutionnelle de l'entreprise et son secteur d'activités ;
- le nombre de salariés employés par l'entreprise ;
- la perception du climat des affaires (au moment de l'enquête et au cours du trimestre à venir) ;
- le recrutement (trimestre passé) et la possibilité d'opérer d'autres recrutements (trimestre à venir) ;
- l'évolution du volume de l'activité (trimestre passé et trimestre à venir) ;
- l'évolution du volume des ventes (trimestre passé) ;
- la perception du carnet des commandes (au moment de l'enquête) ;
- l'évolution des dépenses d'investissements (trimestre passé et trimestre à venir) ;
- la tendance des prix de vente (trimestre passé) et la perception de la tendance probable des prix de vente (trimestre à venir).